



# REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

## Non à la guerre entre les peuples, guerre à notre bourgeoisie !



groupemarxiste.info



2273-8762

- Militarisme et racisme, la classe ouvrière est toujours la cible p. 2
- Congrès national de la FSU p. 5
- Toulon, autodéfense des femmes p. 9
- Pour des tendances communistes dans les syndicats p. 10
- Adresse internationale du 8 mars aux travailleuses p. 12
- Un pas vers la 3<sup>e</sup> guerre mondiale p. 14
- La reprise du génocide à Gaza p. 19
- Kurdistan : l'appel d'Ocalan à dissoudre le PKK p. 20
- Le congrès de fondation du PCR p. 21
- 1945 : la libération des camps nazis p. 24
- ABC du marxisme : guerre p. 28



# Militarisme et racisme

## la classe ouvrière est toujours la cible

*Nous avons toujours combattu le protectionnisme et le militarisme sans attendre que leur caractère réactionnaire soit entièrement dévoilé.* (Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ?*, 1899, ch. 5)

Partout sur la planète, le bruit des bottes s'intensifie. La situation du capitalisme mondial ne permet plus aux puissances impérialistes de croître ou de se maintenir sans se menacer et s'affronter. Dans ce contexte, tous les États se réarment et les marchands de mort prospèrent. Les coupes dans les dépenses sociales contrastent avec les hausses des budgets des polices, des armées. Les armes sont déjà testées sur les Ukrainiens et les Palestiniens.

### La bourgeoisie française prépare une guerre inter-impérialiste

Les États impérialistes européens sont secoués par la défection de leur allié traditionnel.

*La protection américaine sera de moins en moins assurée. On connaît les positions de Donald Trump. On se souvient de son avertissement du 10 janvier 2024 : « Il ne faudra pas compter sur moi pour vous défendre, parce que vous ne payez pas assez ».* (Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, « 2025, Le nouvel ordre mondial », *Le Point Hors-série*, janvier-mars, p. 34)

Le 5 mars, Macron alarme sur le danger russe.

*La patrie a besoin de vous, de votre engagement... Notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix.* (Emmanuel Macron, « Adresse aux Français », 5 mars)

Le PIB de la Russie est équivalent à celui de l'Espagne. Elle ne peut tenir l'est de l'Ukraine qu'au prix de 200 000 morts dans ses rangs. Étant occupé par la guerre en Ukraine, Poutine s'est montré incapable de défendre le régime de son client Assad face aux islamistes de Syrie.

En France, l'état-major, les organisations et cénacles patronaux, le gouvernement, les partis politiques, les diplomates, les experts en géopolitique, les économistes, etc. se déchirent sur la réponse à apporter au compte de la bourgeoisie française, généralement en coulisses mais parfois aussi au parlement et dans les médias : préserver l'OTAN et tenter de se concilier les États-Unis,

jouer la carte d'une alliance avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne ou se tourner vers la Russie et la Chine.

Par contre, toutes les cliques des exploités et l'ensemble des larbins du capital sont d'accord sur un point, il convient d'accroître le budget de l'armée, d'orienter l'opinion vers la préparation de la guerre mondiale sur le dos des travailleurs.

*Sur la défense, il y a un effort légitime, mais il doit être financé.* (François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, *BFM TV*, 20 mars)

*Il y a un consensus dans le pays, il y a une conscience partagée que cette situation très grave nécessite des moyens exceptionnels.* (Patrick Martin, président du Medef, *RMC*, 4 mars)

*Si les Français travaillaient autant que les Allemands, notamment tout au long de la vie, ou si le taux de chômage était inférieur, on n'aurait pas de déficit. Il faudra sans doute travailler plus.* (Éric Lombard, ministre de l'économie, *RTL*, 21 février)

*On ne peut pas mentir aux Français : nous devons travailler plus si nous voulons préserver le modèle social et démocratique auquel nous sommes attachés.* (Édouard Philippe, président d'Horizons, *Le Figaro*, 14 mars)

La loi de programmation militaire de 2024 fixait déjà une hausse conséquente du budget de la défense vers 68 milliards annuels à horizon 2030 avec un consensus allant du Nouveau Front populaire (NFP) au RN. Sous le prétexte de « menace russe » à nos portes, Macron et Bayrou souhaitent augmenter encore cet objectif à au moins 100 milliards. Cela implique d'abandonner la prétendue « transition écologique » et de porter des coups sévères à la classe ouvrière :

- en exaspérant le chauvinisme et en ciblant sa partie considérée comme « étrangère à la nation »,
- en soumettant la jeunesse à l'armée et en limitant les libertés démocratiques,
- en exploitant davantage la masse des travailleurs des villes et des campagnes, d'une manière ou d'une autre, pour financer le budget de la destruction.

### L'impérialisme français est épaulé par le NFP

Les partis bourgeois « écologistes » se démasquent : les verts kaki du parti Les Écologistes (LE, ex-EELV) se rallient à l'union sacrée, comme si le militarisme et la guerre n'allaient pas aggraver la crise de l'environnement.

**Rejoins les communistes révolutionnaires !**

<https://groupe.marxiste.info/contact-2/>

*Macron a raison de proposer des garanties de sécurité et même l'envoi de troupes à Kiev... (Daniel Cohn-Bendit, La Repubblica, 22 mars)*

*Sans augmenter les impôts des plus riches, Emmanuel Macron ne pourra ni financer cet effort de guerre ni le faire accepter à la population. (Marine Tondelier, présidente de LE, X, 6 mars 2025)*

Comme lors du vote des budgets militaires en 1914 et de la préparation de la guerre suivante par le Front populaire, les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI) s'alignent aujourd'hui sur « leur » bourgeoisie, défendent « leur » armée impérialiste et acceptent « l'effort budgétaire » pour « la défense », les subventions au capitalisme français de la destruction, ne se divisant que sur les alliances et les choix militaires.

*Je suis d'accord avec le président de la République quand il dit qu'il faut relever notre budget de défense... Les guerres réclament l'unité de la nation. (François Ruffin, RTL, 6 mars)*

*En Ukraine, des troupes devaient être déployées pour s'interposer et garantir la paix, elles ne pourraient l'être que sous l'autorité de l'ONU et sous son commandement militaire... Les Français doivent se donner tous les moyens de garantir la sécurisation de toutes leurs nombreuses frontières dans le monde... Je ne saurais finir sans rappeler l'absurdité qu'est l'abandon des entreprises en difficulté dont les productions impliquent directement l'autonomie de Défense de notre pays. (Jean-Luc Mélenchon, Mélenchon le blog, 9 mars)*

Pour faire passer la pilule à leurs électeurs, ils y mettent la condition (parfaitement chimérique) que les plus riches y participent également.

*Il faut en appeler au civisme fiscal des plus riches. Roosevelt n'avait-il pas, pour financer l'effort de guerre, osé relever le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu à 94 % (pour la seule part de revenus atteignant la dernière tranche) ? Nous menons une lutte existentielle que nous devons remporter. (Olivier Faure, premier secrétaire du PS, La Tribune du dimanche, 9 mars 2025)*

*Avec 2 % du patrimoine des 500 fortunes les plus riches de France, on gagne 25 milliards d'euros, c'est-à-dire la moitié de l'effort militaire que vous souhaitez. (Alma Dufour, députée LFI, France Info, 7 mars 2025)*

## La campagne pour criminaliser le soutien aux Palestiniens

En février, trois étudiants de Sciences-Po Paris sont exclus trente jours pour avoir crié « Free Palestine » et « Sciences-Po complice ».



MACRON À LA BASE DE LUXEUIL-SAINT-SAUVEUR, 18 MARS /PHOTO KAMIL ZIHNIOGLU

Le 26 mars, un meeting « La France contre l'islamisme » organisé par l'officine israélienne Elnet a réuni sionistes, journalistes du *Figaro* et de *Franc-Tireur*, islamophobes du Printemps républicain et du Laboratoire de la République. L'ennemi désigné est le musulman mais également quiconque dénonce l'État colon israélien.

Cette volonté de pénaliser l'antisémitisme a également pris la forme d'une tribune du collectif pro-israélien Nous Vivrons avec le renfort de macronistes (Attal, Bergé, Blanquer...) et de l'arrière-garde du PS (Hollande, Valls, Cazeneuve, Delga, Dray...). La campagne permanente contre les militants et organisations qui défendent le peuple palestinien, avec l'accusation d'antisémitisme, légitime le muselage policier et judiciaire des musulmans et des internationalistes.

Les médias (y compris *Le Monde* ou l'émission *Quotidien*) dénigrent Mélenchon comme antisémite tandis que Bardella se fait passer pour un antiraciste.

En Israël, les chefs génocidaires reçoivent en grande pompe les partis fascistes de toute l'Europe. Le RN (fondé par des antisémites), le Fidesz (Hongrie), Vox (Espagne), les Démocrates (sic) de Suède ont tous reçu une invitation officielle. Bardella et Maréchal ont ainsi eu l'occasion de papoter avec le président Herzog et avec Netanyahu en personne. En effet, ceux qui veulent chasser les Arabes d'Europe et ceux qui veulent les chasser de Palestine sont d'accord sur l'essentiel. Tout en se démarquant des néonazis qui se trompent de bouc émissaire (les temps ont changé), le président du RN n'oublie pas de menacer ses concitoyens arabes et le mouvement ouvrier de France.

*La France combattra l'antisémitisme, partout, sous toutes ses formes. Qu'il provienne d'islamistes fanatiques, de l'extrême-gauche camouflée en antisionistes ou encore de groupuscules d'extrême-droite et de leurs complots délirants. (Jordan Bardella, 27 mars)*

## Le militarisme s'accompagne toujours de la réaction et du racisme

En France, le gouvernement de « l'arc républicain » (pour lequel l'intersyndicale et le NFP ont fait voter) cherche aussi des boucs émissaires. Darmanin (Renaissance) propose d'interdire les mariages avec des étrangers sans-papiers. Son collègue Retailleau (LR), qui a déjà durci les conditions de naturalisation en janvier, souhaite l'augmentation des durées d'enfermement en centre de rétention administrative (CRA) pour les étrangers sans-papiers et réduire les prestations sociales aux étrangers en situation régulière. Bayrou lui-même abonde dans le sens du RN en évoquant à l'Assemblée nationale un « *sentiment de submersion* ».

Le 18 mars, la Gaité lyrique où s'étaient réfugiés des mineurs sans-papiers est évacuée violemment par les matraques des CRS qui en profitent pour rafler 46 jeunes.

Les deux ministres souhaitent étendre l'interdiction du voile aux compétitions sportives. Laïcité ? Le président, tout le gouvernement, le RN et le NFP défendent le droit de l'Église catholique à bénéficier des largesses de l'État pour « éduquer la jeunesse » façon Bétharram.

Les médias de la grande bourgeoisie distillent à la fois le venin chauvin et la haine de l'étranger. Après avoir embauché le fondateur des Zouaves de Paris Marc de Cacqueray-Valmémier, après avoir donné de l'audience à plusieurs groupuscules fascistes sur ses chaînes de télévision, Bolloré ajoute le vieux suprémaciste Alain de Benoist au catalogue de Fayard où il rejoindra Bardella.

Ce climat nauséabond incite les groupes fascistes à agresser. Le 1<sup>er</sup> février, à Lyon, quatre nervis poignent trois personnes. Le 16 février, à Paris, une vingtaine de nazillons attaquent une réunion du collectif antifasciste Young Struggle. L'UNI et la Cocarde étudiante parquent, intimident, menacent et agressent dans toutes les facs. Le 10 mars, à Nantes, à la suite d'une assemblée générale, deux étudiants sont tabassés par des fascistes cagoulés. Le 14, à Angers, le RED (Rassemblement des étudiants de droite) menace quatre membres de l'UNEF. Ces nervis oeuvrent main dans la main avec des secteurs de l'armée et la police.

Supplier le gouvernement Bayrou-Retailleau-Darmanin de bien vouloir interdire les groupes fascistes, comme le fait le NFP, c'est semer des illusions en laissant croire à la classe ouvrière que l'État bourgeois pourrait bloquer la montée du racisme (qu'il reprend) et du fascisme (qu'il nourrit)

Après que le gouvernement du Parti radical, membre fondateur du Front populaire, a édicté en 1937 un décret contre l'immigration, a annulé en 1938 les conquêtes sociales arrachées par la grève générale, il a uti-

lisé les lois contre les ligues fascistes de 1936 pour interdire le PCF en 1939. L'assemblée à majorité Front populaire élue en 1936 vota les pleins pouvoirs au maréchal fasciste Pétain en 1940.

Aujourd'hui, Retailleau qui est ministre grâce au PS, veut déjà interdire la Jeune Garde, une organisation antifa. La dissolution du Collectif Palestine vainera a été validée le 20 février.

## Front unique ouvrier contre le militarisme, la xénophobie et le racisme !

Pour instaurer la séparation des religions et de l'État, pour lever le fardeau du militarisme qui retombe toujours sur la classe ouvrière et les autres travailleurs (indépendants, cadres...), pour unir les travailleuses et les travailleurs (de toute orientation sexuelle, de toute ethnie, de toute croyance, de toute nationalité...), la responsabilité des organisations syndicales et politiques issues de la classe ouvrière, des syndicats étudiants, des organisations d'opprimés... est de :

- exiger la fermeture des CRA, la régularisation des élèves, étudiants et travailleurs sans-papiers, l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux étudiants, aux travailleurs,
- instaurer la laïcité, supprimer les financements publics à tous les clergés, à toutes les institutions religieuses,
- faire cesser toute livraison d'armes à Israël, imposer la fin de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens et la libération immédiate du communiste libanais Georges Abdallah (emprisonné en France depuis 1984),
- faire libérer les militants kanaks et imposer l'indépendance de la Kanaky,
- cesser la collaboration avec le gouvernement et le patronat (Conclave, Conseil d'orientation des retraites, CESE, CA des groupes capitalistes...)
- refuser tout vote du budget de l'armée impérialiste française, appeler à manifester à l'Assemblée nationale,
- organiser ensemble l'autodéfense contre la police et les fascistes,
- lutter pour la dissolution de l'OTAN, de l'armée de métier et des corps policiers de répression, pour l'armement des travailleurs à partir de leur lieu de travail et de vie.

Un tel combat ouvrirait la voie à des revanches sociales après tant de reculs, à un gouvernement ouvrier, à l'expropriation du grand capital, aux États-Unis socialistes d'Europe.

29 mars 2025

# Congrès de la FSU : un OUI aux flics, un NON aux étudiant(e)s grévistes

Du 3 au 7 février, la Fédération syndicale unitaire (FSU) tenait son 11<sup>e</sup> congrès à Rennes. Née de la scission de la FEN en 1993, elle est la deuxième organisation syndicale de la fonction publique d'État.

Mais la faible participation au vote sur le rapport d'activité (27,89 % des 159 059 adhérents revendiqués), comme sur les textes d'orientation (27,24 %) montre une défiance certaine. Sous la direction des courants Unité et action (U&A, majoritaire, dirigé par le PCF) et École émancipée (EE dirigé par LFI et les deux NPA), les travailleurs de l'enseignement public ont encore subi, depuis le 10<sup>e</sup> congrès en 2022, une série de défaites face au gouvernement, la plus sévère touchant nos retraites quand l'intersyndicale a refusé d'appeler à la grève générale.

Contre cette orientation, un délégué *Pour un syndicalisme de combat* (PSC) a défendu la seule voie pour enfin gagner, le programme de la révolution.

## Un congrès bureaucratique accueillant pour les flics...

La fédération est principalement composée d'enseignants issus du SNES (55 000 adhérents des collèges et lycées) et du Snuipp (53 000 adhérents dans les écoles). Depuis mars 2024, une organisation de policiers, le Syndicat National Unitaire Intérieur Police Nationale (SNUIPN), a rejoint la FSU, la direction U&A-EE imitant ainsi les confédérations de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, CFDT...) qui considèrent les membres des forces de répression comme des travailleurs. Elle manifeste par là aussi sa pratique collaborationniste en voulant faire croire que la police de l'État capitaliste peut être neutre, voire protectrice. Les manifestants matraqués, les syndicalistes réprimés et les travailleurs sans-papiers mis en prison savent, eux, que la police est au service de l'ennemi de classe. Pour cela, elle doit être tenue hors des syndicats ouvriers.

Ces liens de dépendance à l'État bourgeois s'affichent dans le rapport financier : en 2023, 2 millions d'euros des recettes proviennent des cotisations, soit 53 %. L'autre quasi moitié rétribue les bons et loyaux services de la participation aux comités sociaux d'administration (CSA) créés par la loi de transformation de la fonction publique (364 000 €), au Conseil économique, social et environnemental (305 000 €), à quoi s'ajoutent d'autres subventions de l'État (363 000 €), des collectivités (515 000 €) et de la publicité (181 000 €).

## ... mais pas pour les étudiants en lutte

Le jeudi 6 février après-midi était consacré à l'accueil de Sophie Binet (secrétaire générale de la CGT), de Julie Ferrua et de Murielle Guilbert (cosecétaires de Solidaires) pour un débat « *contre l'extrême droite* » et sur la « *maison commune du syndicalisme de transformation sociale* ». Ce projet bureaucratique n'avance en rien vers la réunification syndicale qui souderait les rangs des salariés et les aiderait à dresser leur force sociale contre le capital : en effet, pas question d'une seule centrale combative, indépendante de la bourgeoisie, avec droit de tendance et démocratie interne. C'est plutôt un pendant du « front républicain » qui a paraît-il permis « *la victoire que nous avons remportée le 7 juillet au soir en empêchant Bardella de rentrer à Matignon* » (Binet, « Discours au congrès de la FSU », *cgt.fr*, 6 février).

Au même moment, quelques centaines d'étudiants défilaient et passaient devant le lieu du congrès. Leur mobilisation contre l'austérité budgétaire s'est heurtée au conseil d'administration, instance de cogestion capitaliste de l'université Rennes 2, et à son président, membre du SNESUP-FSU, qui a fermé plusieurs jours la fac pour bloquer la mobilisation.

Les prises de parole devant le congrès ont mal tourné, une partie des manifestants (pas à tort...) taguant les murs de « *FSU vendue* » et « *précarité généralisée* ». Des heurts légers entre les étudiants méprisés et le service d'ordre de la FSU à l'entrée du congrès marquaient la rupture entre les grévistes et la bureaucratie syndicale. La démarche conciliante de la direction d'Émancipation désirant convaincre la direction FSU d'accueillir les représentants étudiants rennais échouait. Le soir du 6 février, la direction FSU accusait mensongèrement, à la tribune du congrès, la tendance Émancipation d'avoir manigancé les affrontements. Pour un syndicalisme de combat a rédigé aussitôt un communiqué qu'Émancipation, embourbée dans ses justifications filandreuses, n'a pas été capable de signer parce qu'il dénonce clairement la cogestion austéritaire du CA de Rennes et le désir de conclave de la direction de la FSU.

## La direction de la FSU veut aller au conclave de Bayrou et nie le génocide à Gaza

Le 4 février, Benoit Teste a fixé le cadre politique du 11<sup>e</sup> congrès. Regrettant que « *la FSU n'ait pas été invi-*

## Communiqué PSC

### Soutien aux étudiants en lutte ! Assez de l'application de l'austérité Bayrou-Baptiste-Retailleau par les CA des universités !



Du 3 au 7 février 2025, la FSU tient son congrès national à Rennes, en pleine mobilisation des étudiantes et des étudiants de l'Université de Rennes 2 contre l'austérité budgétaire décidée par les gouvernements Attal, Barnier et Bayrou. Celle-ci est appliquée par les conseils d'administration dans toute la France, dont celui de Rennes 2, dont le président (SNESup-FSU) a fermé l'université le 3 février.

Lors de l'assemblée générale du 4 février, les étudiants en grève décident de manifester le 6 dans Rennes et de solliciter l'appui du congrès de la FSU. Teste et la direction fédérale de la FSU refusent que le congrès les reçoive ! Cela se traduit par une tension entre la délégation étudiante et les vigiles de la salle du congrès renforcés du service d'ordre syndical. Les dirigeants de la FSU en rendent responsable la tendance Émancipation !

Assez de calomnies contre les étudiants en grève et les tendances solidaires des étudiants ! Soutien inconditionnel à la mobilisation des étudiants et étudiantes en lutte contre l'austérité ! Ni conclave, ni cogestion de l'austérité ! Sortie immédiate des syndicats de la FSU des organes de participation-cogestion de l'université!

Cette déclaration a été proposée à la tendance Émancipation qui n'a pas donné suite.

## Motion Émancipation-PSC La FSU et le « syndicalisme » policier



Les 12 et 13 mars 2024, le Conseil national a entériné un protocole proposé par l'exécutif fédéral avec une organisation de policiers, le Syndicat national intérieur police nationale. Dans une société divisée en classes, le syndicalisme est une composante du mouvement ouvrier qui vise à défendre les exploités, la majorité de la population. Dans une société divisée en classes, la police est un des instruments de répression de l'État de la minorité exploiteuse. Sans oublier le rôle de la police française dans le génocide des Juifs et des Tziganes sous Pétain ou dans le massacre des ouvriers algériens sous de Gaulle, rappelons qu'en 2018-2019, la police et la gendarmerie ont blessé 1 700 Gilets jaunes (dont 94 grièvement) et que le premier mai 2019, la police ou la gendarmerie ont attaqué le service d'ordre de la CGT à Paris. En 2023, la police et la gendarmerie ont violemment réprimé les manifestants qui défendaient le droit à la retraite (5 mutilés), ainsi que des journalistes. La police, la douane et la gendarmerie mènent en permanence la chasse aux réfugiés et aux travailleurs étrangers.

C'est pourquoi, par le biais de primes conséquentes, leur rémunération n'a rien à voir avec celle des autres fonctionnaires de même qualification. C'est pourquoi leur âge de départ à la retraite est bien plus avantageux que celui des travailleuses et travailleurs salariés. C'est pourquoi l'austérité budgétaire fait toujours une exception pour l'armée et la police. C'est pourquoi, en juin 2024, les policiers et les militaires ont voté à 60 % pour les partis fascistes (RN, Reconquête et LR ciottiste) dont la cible est non le capital, mais une partie des travailleurs.

Les syndicats de travailleurs de l'enseignement public et de la santé publique se confrontent aux gouvernements non seulement pour leurs légitimes revendications mais aussi pour le droit à l'instruction et aux soins des autres travailleurs. Ils sont des piliers de la défense des libertés démocratiques, de la lutte contre le racisme. À l'opposé, les organisations de policiers (abusivement appelées syndicats) réclament toujours plus d'effectifs et de moyens matériels pour la répression, exigent la restriction du contrôle des juges et le recul des libertés démocratiques. Par conséquent, le congrès national rejette toute association et a fortiori toute adhésion du SNUIPN ou de toute autre organisation de policiers. Le congrès s'adresse aux confédérations syndicales (FO, UNSA, CGT, CFDT, SUD) pour qu'elles en fassent autant et qu'elles organisent de façon concertée la protection des manifestations, des réunions, des assemblées générales, des réfugiés, des travailleurs et étudiants étrangers.

Rejetée par le congrès : pour 39 / abstention 4 / contre 504 / NPPV 128.

tée » au conclave de Bayrou, le dirigeant sortant a soutenu l'opération de collaboration avec l'ennemi de classe.

*Cette porte entrebâillée doit être l'occasion pour toute l'intersyndicale de porter ses sujets, de continuer à intervenir pour obtenir l'abrogation de la réforme de 2025. (Teste, fsu.fr, 4 février)*

Le 17 mars, Bayrou a rappelé qu'il n'y aurait pas de retour aux 62 ans... De plus en plus dur de cacher aux travailleurs que participer, c'est trahir : les participationnistes de FO, puis de la CGT sont sortis. Mais la direction de la FSU veut toujours en être. Sans vergogne, mercredi 19 mars, elle siégeait dans une réunion de « concertation » du conclave-bis sur les retraites de la Fonction publique alors que FO, CGT et Solidaires avaient annoncé leur refus d'y participer !

À l'international aussi, l'alignement sur l'impérialisme français est total : Teste a refusé de qualifier de génocide le massacre sioniste à Gaza et a émis les habituels vœux pieux qui ne lui coutent rien sur « *la recherche d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens* », tandis qu'il camouflait l'appel des syndicats palestiniens qui demandent de prendre position pour le boycott des armes vers Israël et de l'organiser.

Pourtant, le congrès a chaudement applaudi l'intervention du secrétaire général du syndicat des enseignants palestiniens, certains délégués reprenant « *Palestine vivra, Palestine vaincra* ».

### Les trois motions de la tendance Pour un syndicalisme de combat

Dans le congrès départemental du Var de décembre 2024, Émancipation et Pour un syndicalisme de combat (PSC) ont cherché à intervenir ensemble, leurs militants ont débattu et la délégation Émancipation au congrès national a été ouverte à un délégué PSC. Défendant clairement ses positions, il a présenté trois motions, proposant qu'elles soient soumises au vote du congrès au nom de PSC et d'Émancipation :

- la première, contre l'adhésion de policiers à la FSU,
- la seconde pour interdire les expulsions et reconstruire Mayotte,
- la troisième exigeant une campagne internationale syndicale pour empêcher toute livraison d'armes à Israël.

Si les deux premières ont été conjointement présentées et défendues, la dernière a été rejetée par la direction d'Émancipation qui a préféré ne pas affronter la direction fédérale, prêchant lamentablement « *une paix juste et durable par l'application du droit international* », entre autres compromissions avec le réformisme. PSC a

défendu en commission sa motion. Publiée et diffusée à tous les délégués, elle n'a pas été soumise au vote puisque la direction de la FSU ne reconnaît pas l'existence de PSC.

Ces motions ont également été proposées aux représentants du courant Front unique. Ils ont refusé toute discussion, suant un lambertisme mal lavé (énervement des petits chefs, calomnies), histoire de masquer l'essentiel : le refus d'appeler à ce que les syndicats organisent le blocage de l'envoi d'armes à Israël.

La motion contre l'adhésion des flics a obtenu 39 votes pour, 4 abstentions, 504 contre, 128 « ne prend pas part au vote » (NPPV) ; celle pour défendre la population de Mayotte a reçu 68 pour, 35 abstentions, 313 contre, 188 NPPV.

### Pour une tendance intersyndicale de lutte de classe

Le 11<sup>e</sup> congrès de la FSU démontre que les directions syndicales sont inféodées au capitalisme, à son État et son gouvernement, alors que nous avons besoin de nous défendre contre leurs offensives. Le syndicat à notre service ! Le syndicat pour arracher nos justes revendications, pas pour aider à élaborer les attaques ! C'est pour cela que PSC s'adresse à tou(te)s les militant(e)s et courants défendant l'indépendance de classe et la démocratie dans les organisations ouvrières, aux travailleurs-ses syndiqué(e)s ou pas, pour se regrouper sous un drapeau véritablement révolutionnaire.

*Pour un syndicalisme de combat (PSC) est une tendance intersyndicale lutte de classes, qui regroupe des militant.e.s syndiqué.e.s ou non. Elle combat pour que les syndicats appartiennent aux travailleurs et aux travailleuses ainsi que pour la démocratie dans les syndicats. Elle combat la participation des directions syndicales à l'ensemble des instances nationales, régionales et locales et toutes formes de collaboration avec la bourgeoisie (concertation, cogestion...). PSC prône à la place la démocratie des travailleurs (assemblées générales, comités de grève...). PSC milite pour le front des organisations syndicales et des partis du mouvement ouvrier face au patronat, aux gouvernements bourgeois, à la police et aux nervis fascistes. PSC se prononce pour la grève générale face aux plans des gouvernements bourgeois et pour l'autodéfense des jeunes et des travailleurs face à la police et aux bandes fascistes. (PSC, 3 octobre 2024)*

25 mars 2025

## Motion PSC sur la Palestine



La Fédération syndicale unitaire du département reprend à son compte la motion adoptée au congrès national du SNASUB-FSU. Elle condamne l'entreprise génocidaire que l'État d'Israël, État raciste, colonial, mène contre le peuple palestinien à Gaza et le nettoyage ethnique en Cisjordanie et dans toute la Palestine.

Elle se prononce :

- pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie et l'arrêt des bombardements sur Gaza.
- inconditionnellement du côté du peuple palestinien, peuple opprimé.
- contre les principaux soutiens à l'État d'Israël : Biden, Trump, Starmer et Macron.

Répondant à l'appel du monde académique français pour la Palestine pour « l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire », cosigné par plus de 2 000 chercheurs, la FSU (51, 83, 92) se prononce pour l'arrêt de toute collaboration dans le domaine scientifique des établissements du Supérieur et de la Recherche en France avec les universités et les sociétés de l'État d'Israël, ainsi qu'avec toutes les entreprises françaises qui participent au développement technologique militaire d'Israël.

Elle considère que c'est au mouvement ouvrier qu'il revient d'organiser le boycott de toute production et livraison d'armes destinées à Israël, comme l'ont appelé de leur vœu, le 16 octobre 2023, des dizaines de syndicats palestiniens, notamment la Fédération des universités palestiniennes. Enfin elle appelle la FSU et l'ensemble des organisations syndicales à reprendre cette motion à leur compte.

La tendance FU a refusé de l'examiner, la tendance Émancipation n'a pas voulu s'y associer, la direction de la FSU a refusé de la soumettre au vote du congrès.

## Motion Émancipation-PSC Tous et toutes à Mayotte peuvent compter sur la solidarité de la FSU !



Après Chido, les habitant(e)s de Mayotte ont dû subir Macron, Bayrou, Retailleau, Valls, Borne, Le Pen ; il est temps que leur parviennent les engagements des syndicats de l'hexagone. Le congrès de la Fédération s'engage à combattre pour améliorer radicalement les conditions d'existence des classes laborieuses de l'île.



- La FSU s'adresse à tous les syndicats, à tous les collectifs et toutes les organisations politiques issus du mouvement ouvrier, pour organiser ensemble une campagne nationale de soutien aux revendications de la population de Mayotte, en particulier celles qui réclament l'accès à l'eau, l'électricité, les soins, le logement, l'instruction, le travail.

- Elle exige le retrait des projets de « loi d'urgence » et « Mayotte debout » qui offrent des zones franches aux patrons (pas d'impôt, pas de cotisation sociale) mais pas la garantie de logements en dur pour celles et ceux qui vivent à Mayotte.

Considérant que quels que soient le territoire ou l'ethnie, il n'y a qu'une classe ouvrière,

- Elle exige l'arrêt immédiat de la chasse aux pauvres, des rafles pour expulser, des interdictions de scolariser les enfants de ceux à qui la puissance coloniale refuse de fournir des papiers.
- Elle exige le retrait des forces de répression (police, armée...) dont le nombre augmente régulièrement pour organiser la répression coloniale.
- Elle prend l'initiative d'une bataille intersyndicale pour l'obtention des mêmes salaires et mêmes droits.

Rejetée par le congrès : pour 68 / abstention 35 / contre 313 / NPPV 188.

# Toulon : autodéfense des femmes

Le 7 mars, AS !, le GMI, PSC, le SNESup et Solidaires tenaient à Toulon un cercle « pour combattre l'oppression des femmes » animé par une camarade du GMI. Lors de cette réunion, un problème concret d'agression sexuelle a été évoqué.

Les militantes et militants d'AS ! et du GMI ont alors décidé de convoquer une réunion pour organiser l'autodéfense des femmes. Lors de celle-ci, treize jeunes dont onze femmes, le secrétaire du SNESup et celui de Sud Éducation ont discuté des perspectives. En deux semaines, trois réunions ont permis d'élaborer une plateforme d'une cellule d'autodéfense, qui a pris le nom de Louise Michel et qui veut se lier aux organisations du mouvement ouvrier (syndicats, partis, associations). Chacune de nos actions (confrontation de l'agresseur, préparation d'une intervention en amphi...) a attiré spontanément des jeunes et des travailleurs. Les actions sont décidées selon la ligne définie dans la plateforme et constamment discutées démocratiquement selon cette dernière et selon les nécessités tactiques.

Si nous pouvons intervenir dans l'urgence, nous combattons pour le front unique ouvrier pour organiser l'autodéfense des femmes, pour interdire réellement les agressions dans nos facs et nos lieux de travail. Nous ne faisons pas confiance à la justice bourgeoise sexiste, nous ne réduisons pas nos initiatives à celles d'une minorité de militants, nous combattons pour l'auto-organisation des travailleuses, jeunes et de leurs camarades masculins pour obtenir satisfaction. Une première action prévue est de chercher à constituer une délégation émanant des promotions et des organisations à la direction de l'UFR ainsi qu'à la présidence pour exiger d'exclure les coupables. Aujourd'hui, la cellule organise une vingtaine d'étudiants et de travailleurs, majoritairement des femmes. Au total, d'ores-et-déjà une trentaine de personnes est intervenue. Elle a adressé sa plateforme aux syndicats, partis et associations (comme le planning familial) afin que ces organisations se joignent aux campagnes de la cellule.

2 avril 2025, correspondants

## Plateforme de la cellule d'auto défense Louise Michel

Autodéfense des femmes contre les violences sexistes et sexuelles. Avec les organisations engagées, nous constituerons des groupes et des réunions d'autodéfense des travailleuses, des travailleurs et des jeunes. Nous interviendrons pour dégager les agresseurs de notre université. Nous mettrons sous notre protection toutes les victimes.

Fin de la justice sexiste, épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une justice démocratique et non sexiste au sein de laquelle les juges seront élus et pourront être révoqués par les travailleuses, les travailleurs et les jeunes. Victimes, nous vous croyons ! Nous vous accueillerons, nous vous écouterons, nous vous accompagnerons, nous vous soutiendrons. Nous combattons pour rétablir la vérité.

Nous accompagnerons malgré tout collectivement toutes les victimes qui veulent porter plainte. Nous lancerons des campagnes financières de soutien pour les frais juridiques. Que justice soit rendue à toutes les victimes agressées !

À bas toutes les violences sexistes et sexuelles. À bas le patriarcat ! Nous mènerons campagne auprès de toutes et tous pour l'action organisée de masse des travailleuses, étudiantes, travailleurs et étudiants. Nous irons dans les promotions, dans les services, dans les laboratoires pour éduquer et s'organiser. Nous interviendrons à chaque propos ou acte sexiste qui nous est rapporté.

Nous combattons pour une manifestation de masse à la présidence et à l'UFR pour virer les agresseurs de notre université. Pour la préparer, nous organiserons des réunions d'informations régulièrement et un meeting. Assez de divisions ! Assez de mensonges contre les victimes ! Front unique des travailleuses, des travailleurs et des jeunes pour l'autodéfense contre les violences sexistes !

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :  
**ARTP / AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**  
 NOM ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville.....  
 Courriel.....@.....

# Pour des tendances communistes dans les syndicats de masse, pour des conseils de travailleuses et de travailleurs

Au contraire de la classe dominante, les travailleurs salariés et leurs familles ne sont rien sans les organisations qu'ils édifient pour assurer leur solidarité, résister au patron et à l'État bourgeois. La classe capitaliste a depuis longtemps saisi le danger que représentent des syndicats qui limitent l'exploitation sur le lieu de travail. Par conséquent, les patrons essaient en permanence d'affaiblir les syndicats :

- tantôt en réprimant les militantes et les militants classistes,
- tantôt en associant des responsables à la concertation et à la cogestion, ce qui permet aux responsables syndicaux d'échapper à l'exploitation et parfois de s'enrichir.

Les États bourgeois s'emploient à compléter les pratiques patronales et à systématiser ces méthodes :

- la pression et la répression avec tous les moyens juridiques, policiers, militaires dont ils disposent contre les militants combattifs,
- l'intégration au moyen de toutes sortes d'organismes étatiques qui offrent des sinécures aux bureaucrates ; il arrive d'ailleurs que d'anciens bureaucrates syndicaux participent à des gouvernements bourgeois (Lula au Brésil).

Comme l'a établi l'Internationale communiste, la nature des appareils qui coiffent la plupart des syndicats n'est pas différente de celle des partis dits réformistes. Il s'agit de deux formes de la bureaucratie ouvrière. Que l'appareil syndical opportuniste soit lié aux partis ouvriers bourgeois ou directement à des partis de la bourgeoisie, c'est un agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

En règle générale, les bureaucraties syndicales s'adressent plus aux hommes qu'aux femmes, aux nationaux qu'aux étrangers, aux qualifiés qu'aux précaires. Certains appareils ne syndiquent qu'une profession (« syndicalisme de métier »). Certaines confédérations s'ouvrent aux organisations de policiers comme s'ils étaient des travailleurs comme les autres. Tous les appareils « réformistes » corrompus font confiance à l'État national et prêchent le pacifisme... aux exploités. Les bureaucraties syndicales répandent le poison du chauvinisme : patriotisme, protectionnisme, discrimination des travailleurs étrangers, fermeture des frontières...

En temps de croissance économique prolongée, les directions syndicales et les partis réformistes s'attribuent le mérite des concessions que les prolétaires arrachent à la bourgeoisie. En temps de ralentissement ou de récession, les mêmes chefs syndicaux acceptent de négocier les li-

enciements, les baisses de salaires, les attaques contre les acquis sociaux. À chaque crise, ils trahissent la classe ouvrière. Les bureaucrates canalisent la combattivité dans des arrêts de travail de quelques heures ou d'une journée ou dans des mouvements séparés et isolés, catégorie par catégorie, site par site, entreprise par entreprise. Puis ils accusent les masses de la responsabilité des défaites qu'ils ont causées.

Les bureaucraties politiques et syndicales, comme couches parasitaires du mouvement ouvrier, appellent à s'en remettre à des élections, à des référendums, à un sauveur suprême. Quand la pression de la base se fait trop forte ou quand des luttes éclatent spontanément, les directions syndicales s'emploient à empêcher la grève de masse, la grève générale, la grève de tous les exploités en même temps. En effet, la grève générale affaiblit et menace le capitalisme national. Elle pose la question : quelle classe qui doit gouverner le pays ?

Au Niger, les directions syndicales ont subordonné en 2023 le prolétariat à la junte militaire. En France, les directions syndicales liguées (CFDT, CGT, FO, SUD, UNSA, FSU...) ont empêché en 2023 la grève générale pour défendre le droit à la retraite (avec l'aide du PS, du PCF, de LFI flanqués de LO, des NPA, de RP...) et causé une grave défaite. Au Bangladesh, les directions syndicales n'ont pas secouru en 2024 le mouvement étudiant. En Grande-Bretagne, les directions syndicales britanniques (affiliées au TUC mais concurrentes) ont empêché en 2024 la grève générale pour l'augmentation générale des salaires (avec l'aide non seulement du Parti travailliste, mais aussi du SWP, du SP, du RCP...). En Argentine, les directions syndicales (CGT, CTA) ont empêché la grève générale contre Milei (avec l'aide non seulement du PCA, mais du PTS, du PO, du MST, du NMAS...) si bien que le gouvernement a imposé une austérité brutale au prolétariat et annulé des conquêtes sociales.

Pour que le prolétariat puisse accomplir ses tâches historiques, alors qu'il est une classe dominée et exploitée, il doit disposer de son parti, distinct de tous les autres partis, comme l'a affirmé clairement la résolution de 1872 de l'AIT (1<sup>re</sup> Internationale). Le parti est la forme la plus consciente de l'auto-organisation des exploités. Sans parti révolutionnaire expérimenté et reconnu intervenant en leur sein, les autres types d'organisation (coopératives, mutuelles, syndicats, conseils) sont affaiblis, intégrés au capitalisme ou impotents. Les communistes constituent le courant du mouvement ouvrier qui exprime consciemment à tout moment les intérêts généraux des travailleurs, la fraction qui défend le programme de la révolution et de l'internationalisme.

Comme l'ont affirmé explicitement l'IC et, à sa suite, la 4<sup>e</sup> Internationale, aucune organisation communiste ne peut se tenir à l'écart des syndicats de masse, sous prétexte que leur direction est corrompue par la classe exploiteuse et qu'elle est autoritaire, qu'elle bafoue la démocratie ouvrière. L'une des tâches les plus importantes des organisations qui combattent à l'échelle mondiale pour la révolution socialiste est de travailler à l'intérieur des syndicats de masse pour briser l'influence de leur bureaucratie, ouvertement quand c'est possible, clandestinement si c'est nécessaire. Il ne peut être question de mener une révolution à la victoire sans que cette tâche ait été menée à une certaine échelle.

Or, peu d'organisations s'y appliquent, depuis la destruction de l'Internationale communiste par la bureaucratie stalinienne de l'URSS dégénérée. Un des traits de l'opportunisme généralisé est de pactiser avec l'appareil syndical, de s'y intégrer. Le centrisme se refuse à combattre les appareils corrompus et traîtres, à agir au sein des syndicats de masse contre la collaboration de classe, contre la négociation des attaques patronales et gouvernementales, contre la cogestion, pour l'autoorganisation et l'autodéfense contre les briseurs de grève, la police, l'armée, les bandes fascistes.

Les révisionnistes appellent les masses à appuyer les diversions des bureaucrates, leurs tentatives de freiner la lutte : grèves limitées, grèves éclatées, référendums, vote pour les fronts populaires ou même pour des partis bourgeois... Les centristes ne s'opposent à une direction syndicale que pour s'aligner sur une autre. Par exemple, dans les années 1980, en France le PCI (aujourd'hui PT & POI) a scissionné la FEN au compte de FO, la LCR (aujourd'hui les NPA et RP) et LO ont aidé le PCF à la scissionner pour fonder la FSU.

Le syndicat ne peut pas servir les intérêts des travailleuses et des travailleurs s'il est contrôlé par l'État bourgeois, le patron ou un parti bourgeois. Indépendance du syndicat ! Pas d'arbitrage obligatoire de l'État en cas de grève ! Aucune immixtion de l'État dans son fonctionnement !

Le syndicat ne peut pas servir à la fois le capital et le travail. Rupture avec tous les organismes de cogestion des entreprises et de concertation permanente avec le patronat et le gouvernement !

Le syndicat doit accorder la plus grande importance aux couches les plus exploitées et opprimées : secteur informel, chômeurs, étrangers, femmes, minorités nationales ou religieuses... Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Protection des femmes travailleuses ! Syndicalisation des chômeurs et du secteur informel !

La multiplication des syndicats, réformistes mais concurrents, affaiblit le prolétariat. Un seul syndicat démocratique et classiste dans chaque entreprise ! Une seule fé-



7 MARS 2025, MANIFESTATION À DACCA, BANGLADESH / THE BUSINESS STANDARD

dération démocratique et classiste dans chaque branche de l'activité ! Une seule confédération démocratique et classiste dans chaque État ! Une seule internationale syndicale, démocratique et classiste !

Les syndicats sont généralement aux mains d'une fraction qui ne tolère pas qu'on mette en cause son monopole sur l'organisation et sa pratique de collaboration de classe. Le syndicat, contre les bonzes syndicaux, doit devenir un cadre de front unique élémentaire. Démocratie syndicale ! Droit de tendance ! Responsables élus et révocables ! Indemnité au niveau du salaire moyen des travailleurs concernés des permanents du syndicat ! Rotation des responsables ! Expulsion des traîtres !

Partout, et surtout dans les États où le taux de syndicalisation est faible ou dans ceux dans lesquels il y a une division syndicale, les communistes révolutionnaires doivent oeuvrer, quand la lutte de masse éclate, à déborder les anciennes directions, à permettre le contrôle de la lutte par l'ensemble des travailleuses et travailleurs. Assemblées générales qui décident ! Élection des comités ! Piquets de grève et autodéfense des manifestations, des grèves, des locaux ! Centralisation des comités !

L'activité des fractions communistes au sein des syndicats de masse ne peut être séparée de l'action révolutionnaire générale au sein des entreprises et des administrations. Il n'y a qu'un programme, le même dans les syndicats que dans l'ensemble de la société. C'est un programme contre la bureaucratie corrompue, contre l'agence de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Ce programme comprend des revendications économiques et démocratiques élémentaires, mais aussi des revendications transitoires qui débouchent sur la dictature du prolétariat, le socialisme mondial. Car, sans révolution sociale, la bourgeoisie détruira l'environnement et déclenchera une 3<sup>e</sup> guerre mondiale.

9 mars 2025

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Allemagne, Espagne, France, Turquie)

## 8 mars contre la double exploitation capitaliste et contre la réaction patriarcale

Dans les États économiquement avancés qui s'affichent encore partisans de « l'égalité » et de la « démocratie », les femmes restent victimes de multiples inégalités. En Allemagne, les femmes travaillant à temps plein ne gagnent en moyenne que 86 % du salaire de leurs collègues masculins ; au Japon, seulement 60 %. En Chine, il est impossible pour les femmes travailleuses de dénoncer les discriminations ou les violences conjugales. L'État indien tolère les agressions sexuelles quotidiennes et même les viols.

Partout, les clergés obscurantistes, les groupes fascistes, les gourous masculinistes, les partis fascistes se rejoignent pour diviser les travailleurs, annuler les droits gagnés par les femmes, soumettre au joug patriarcal. Aux États-Unis, les Églises chrétiennes mènent une croisade contre le droit à l'avortement. Il est interdit dans plusieurs États. Zuckerberg (Meta/Facebook...) vante désormais « l'énergie masculine » et Musk (X/Twitter, Tesla, SpaceX...), qui vient d'être nommé ministre par Trump, fait depuis plusieurs années en public des plaisanteries obscènes et dégradantes à l'égard des femmes, des homosexuels et des personnes transgenres. L'État russe dépénalise la violence conjugale et entrave le droit à l'avortement. Parlant de l'Ukraine, le mafieux Poutine a dit le 7 février 2022 : « *Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter* ».

À Gaza, pendant plus d'un an de destruction systématique du territoire et de terreur imposée à la population par Israël avec l'appui des États impérialistes occidentaux, les femmes et les enfants ont été les premières victimes de la famine. Elles ont subi cruellement le manque d'anesthésiants et de médicaments délibérément bloqués par l'armée sioniste. Israël emploie les mêmes méthodes en Cisjordanie. Des centaines de Palestiniennes, emprisonnées et maltraitées dans les prisons israéliennes, servent d'otages à l'État sioniste.

À cause des guerres ou des réseaux criminels, en RD Congo, au Tchad, à Haïti, en Libye, en Birmanie/Myanmar, au Nigéria, au Soudan, en Ukraine... les femmes sont massivement victimes de violences sexuelles.

En Afghanistan, le gouvernement des Talibans (un mouvement pachtoune mis sur pied avec l'aide des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Pakistan dans les années 1980) a pris plus de 100 décrets contre les femmes. Dans les campagnes, le résultat est de livrer les fillettes des paysans pauvres à la concupiscence des

paysans riches, des seigneurs ou du clergé ; dans les villes, les Talibans interdisent aux femmes citadines l'accès à l'emploi, à l'enseignement, aux loisirs.

En Syrie, les femmes du Rojava sont sous la menace de l'armée turque et de ses auxiliaires islamistes de l'ANS. Les autres, particulièrement celles de la minorité alaouite, sont méfiantes envers le pouvoir islamiste de HTC/HTS.

En Iran, la répression frappe particulièrement les femmes des minorités ethniques et de la classe ouvrière. Dans les monarchies salafistes du golfe Arabo-persique, même les citoyennes restent soumises à la tutelle et à l'inégalité juridique, alors que les travailleuses immigrées qui servent de personnel domestique aux bourgeois sont privées de tout droit.

L'assujettissement des femmes est exacerbé par la division de la société humaine en classes. Toutes les religions justifient le patriarcat et l'inégalité de genre. Sans épargner les femmes des classes exploiteuses (esclavagistes, nobles, capitalistes...), l'oppression frappe au maximum celles des classes exploitées (esclaves, serves, prolétaires...). Alors que les femmes des classes dominantes sont déchargées des contraintes du travail et peuvent jouir de loisirs, les femmes des classes dominées subissent une double contrainte : travailler, comme les hommes exploités, pour les exploiters ; assurer l'essentiel des tâches ménagères, des soins des enfants et des vieux.

Comme tous les opprimés, les femmes résistent, se révoltent. Dans les classes dominantes, comme souveraines, savantes, abbesses, entrepreneuses, etc. elles améliorent leur sort sans mettre en cause les autres inégalités. Dans les classes subalternes, elles négocient avec leurs compagnons et elles participent massivement aux luttes des exploités, comme lors de la révolution de France en 1789-1792, de Saint-Domingue-Haïti en 1791-1804...

Le capitalisme hérite de l'oppression de genre et parfois la renforce. Mais il jette aussi les bases pour en finir : d'une part, le développement des sciences et des techniques permet de maîtriser la natalité et d'automatiser une partie des tâches domestiques... ; d'autre part, il engendre la classe ouvrière qui a intérêt à renverser l'ordre ancien et à créer une société débarrassée de la pénurie et de toute oppression.

Cette tâche historique nécessite la mobilisation des femmes prolétaires au sein des organisations mixtes du



mouvement ouvrier (assemblées, syndicats, parti révolutionnaire, conseils) et sous la forme de structures spécifiques laissées à leur choix (comme les clubs féminins et l'Union des femmes durant la Commune de Paris en 1871, l'Internationale socialiste des femmes qui a lancé en 1907 la journée internationale du 8 mars, le Jenotdel de l'URSS créé en 1919 par le Parti bolchevik et dissout par Staline en 1930)...

*En marchant main dans la main avec le parti ouvrier, les travailleuses sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent.* (Clara Zetkin, juillet 1889)

De même que la préservation de l'environnement de l'espèce humaine ne peut être confiée aux partis bourgeois « écologistes », l'émancipation des travailleuses ne peut pas être menée par les dirigeantes politiques de la bourgeoisie (Meloni en Italie, Sheinbaum au Mexique, Frederiksen au Danemark, O'Neill en Irlande du Nord...), ni par les mouvements « féministes » aux mains de bourgeois ou de petites bourgeois qui veulent opposer toutes les femmes à tous les hommes.

Si les ouvrières, les employées, les domestiques, les paysannes pauvres, les étudiantes... ne veulent pas servir de marchepied aux exploités et leurs représentantes politiques, qu'elles s'en séparent ! Nous devons préserver ou constituer des organisations indépendantes des États bourgeois et de leur ONU, des partis capitalistes et des associations féminines interclassistes.

Rien n'empêche les partis « progressistes » et les mouvements « féministes » de se joindre à nous pour lutter, en pratique, réellement, pour telle ou telle mesure concrète. Mais les communistes avancent, elles, un programme complet :

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays. Séparation complète de la religion et de l'État ; suppression de tout financement public des clergés.

Garantie de l'emploi et congé maternité pour les femmes enceintes. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes. Répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage.

Logement décent et accessible pour toutes les travailleuses, en particulier pour les femmes fuyant la violence conjugale ou élevant seules des enfants.

Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Salaires, prestations sociales et

pensions de retraites permettant à tous les travailleuses de vivre décemment, y compris celles ayant travaillé pour leurs maris (paysans, commerçants, etc.) ou ayant été exclues du salariat pour accoucher et élever des enfants.

Expropriation des cliniques privées, des maisons de retraite et des services de soins capitalistes. Services publics gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur le consentement des partenaires, la liberté sexuelle et l'amour, quelle que soit leur orientation.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé public. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (« mères porteuses »).

Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières étatiques.

Autodéfense des femmes contre la violence sexiste. Fin de la justice sexiste, épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les

conseils de travailleuses et de travailleurs.

Contre le colonialisme sioniste en Palestine, étasunien au Panama, en Ukraine ou au Groenland, russe en Ukraine, chinois au Xinjiang, indien au Cachemire...

Fin du militarisme, rupture des alliances militaires impérialistes (OTAN, AUKUS, OTSC...), dissolution des armées permanentes, armement mixte du peuple.

Organisation communiste mondiale des femmes en lien avec la future internationale ouvrière révolutionnaire.

Gouvernement des travailleuses et des travailleurs dans chaque pays, premier pas vers le communisme mondial sans classe, sans exploitation, sans oppression.

8 mars 2025

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



## Un pas vers la 3<sup>e</sup> guerre mondiale

*Le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes... Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie.* (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, 1913, Maspero, t. 2, p. 118, 120)

À la fin de la Deuxième guerre mondiale, le capitalisme américain était hégémonique au sein du système capitaliste mondial, il exportait plus qu'il importait, il avait prêté durant la guerre à la Grande-Bretagne et après la guerre renflouait toute l'Europe occidentale et centrale (plan Marshall), son armée occupait une large partie de l'Europe et était présente en Asie, il était en avance dans la science et la technologie, ses grandes entreprises étendaient géographiquement leurs affaires, sa culture s'imposait, etc. Avant même la fin de la guerre, le gouvernement américain a entrepris de façonner l'ordre mondial, il l'a pris à son compte mais aussi à sa charge. Ainsi, ont vu le jour :

- en 1944, les accords de Bretton Woods (qui mettaient au centre du système monétaire international le dollar, avec les avantages que cela présente), la mise sur pied de la Banque mondiale et du FMI dominés par les EU pour ne pas perturber les échanges mondiaux quand un État présente un déficit de la balance des paiements, c'est-à-dire de tous ses échanges économiques avec les autres pays ;
- en 1945, l'ONU, en accord avec la bureaucratie du Kremlin ;
- en 1947, les accords de l'AGETAC/GATT (formalisés en 1995 en OMC), pour éviter le recours au protectionnisme de tous les États bourgeois, aggravant pour tous les conséquences de la crise capitaliste mondiale de 1929 ;
- en 1950, l'OTAN, dirigée contre l'URSS.

L'idéologie officielle affichée était la négociation multilatérale, l'intangibilité des frontières, la recherche de la paix, le droit des peuples, la démocratie, l'antiracisme, la liberté... qui s'opposaient aux « communismes totalitaires », incluant l'URSS, l'Europe centrale, la Chine, le Vietnam du Nord, la Corée du Nord et puis Cuba.

Tout cela n'était qu'un paravent. En réalité, la ségrégation était alors institutionnelle dans le sud des États-Unis. Après la guerre, les EU supplantèrent la Grande-Bretagne au Portugal, en Grèce, en Argentine, en Arabie saoudite, en Iran ; bloquèrent la coalition militaire britannique, française et israélienne qui voulait reprendre le canal de Suez à l'Égypte ; renversèrent le régime pro-français du Vietnam... L'État américain est intervenu, pendant toute cette époque, avec la plus grande brutalité, en Indonésie,

au Guatemala, en Iran, au Vietnam, au Chili, au Panama, entre autres.

L'hégémonie économique s'est érodée peu à peu.

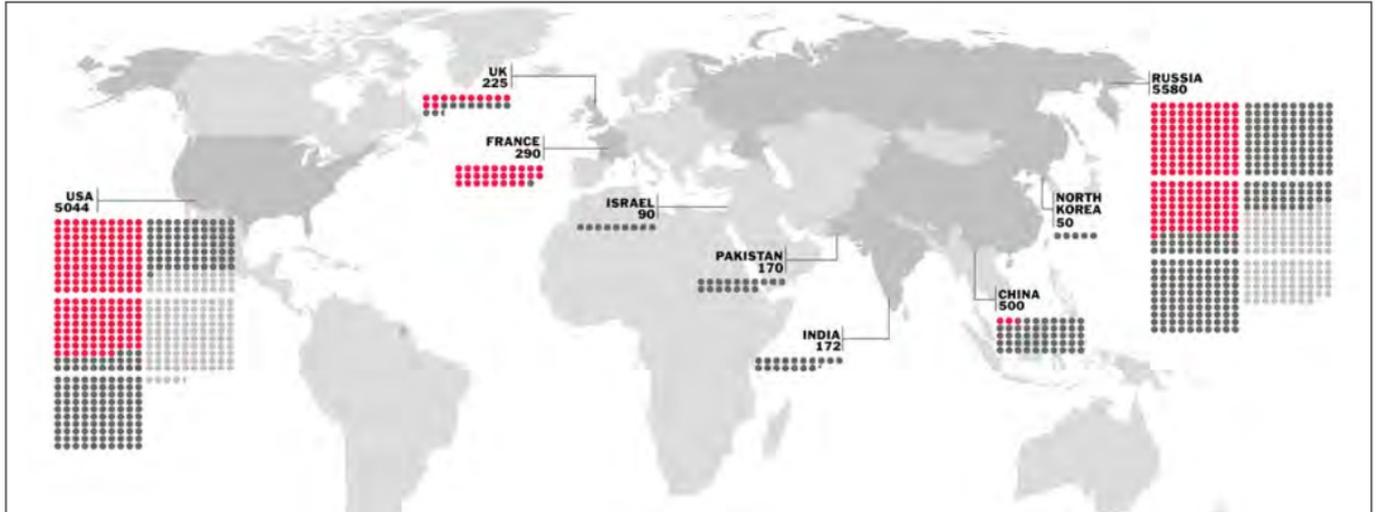
- Pour empêcher la révolution en Europe et en Asie, la puissance hégémonique a remis en selle les bourgeoisies allemande et japonaise, qui ne supportaient pas, en outre, le fardeau du militarisme nécessaire au maintien de cet ordre mondial ;
- Pour mener la guerre du Vietnam, elle a renforcé involontairement le capitalisme du sud-est asiatique (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong) ;
- L'État bourgeois allemand a absorbé la RDA et s'est ouvert les marchés d'Europe centrale, quand l'État bourgeois français a réclamé en contrepartie la création d'une monnaie de l'Union européenne (l'euro) ;
- Le capitalisme chinois est apparu en profitant de la base économique léguée par l'État ouvrier (unité du pays, base industrielle et scientifique), de l'héritage bureaucratique mao-stalinien (absence de droits des travailleurs et d'organisation indépendante du prolétariat) et du cadre mondial créé par la puissance hégémonique (implantation d'entreprises étrangères, exportations manufacturières) et se trouve aujourd'hui à la tête de la principale base industrielle du monde.

Par conséquent, des grandes entreprises européennes, japonaises, coréennes et chinoises ont concurrencé les groupes américains, la part des États-Unis dans les dépôts de brevets a diminué, leur part dans la production et les échanges économiques a baissé, le dollar n'est plus la seule « monnaie de réserve » dans les actifs des banques centrales, l'économie américaine emprunte au reste du monde au lieu de lui prêter...

Il faut y ajouter des reculs militaires et diplomatiques successifs : expropriation du capital dans une large partie de l'Europe centrale et des Balkans, incapacité à vaincre en Corée, victoire à ses portes de la révolution cubaine, défaite au Vietnam, retrait sans gloire d'Irak et d'Afghanistan, invasion de l'Ukraine par la Russie...

### Un tournant décisif de l'impérialisme américain

L'État, qui défend les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie américaine, se débat pour enrayer ce déclin multiforme. Déjà, en 1971, le gouvernement américain s'est dégagé unilatéralement de ses obligations monétaires internationales (désindexation du dollar par rapport à l'or). En 1985, il oblige ses alliés à participer à une dévaluation concertée du dollar sur les marchés des devises (accord du Plaza Hotel de New York).



NEUF ÉTATS DÉTIENNENT 12 121 ARMES NUCLÉAIRES / SIPRI, 14 MARS 2025

Ensuite, l'État impérialiste américain s'est réaxé militairement, diplomatiquement et économiquement face à son rival principal, l'impérialisme chinois, sous Obama, Trump et Biden. En particulier, il entreprend d'empêcher le rachat de certaines entreprises par des groupes étrangers, de freiner les importations par des normes et des droits de douane, de rapatrier des filiales des groupes américains et d'attirer sur son territoire les investissements étrangers à coup de subventions et d'énergie bon marché.

Cela n'a pas suffi à inverser la lente érosion de son statut de première puissance mondiale, matérialisée par le maintien persistant du déficit de la balance commerciale, l'augmentation du déficit de la balance des transactions courantes et la hausse ininterrompue de l'endettement public, représentant aujourd'hui environ 36 000 milliards de dollars, ce qui pèse sur la solidité du dollar.

Le Parti démocrate perd une partie de sa base électorale, le Parti républicain mue, les capitalistes de l'économie numérique changent d'allégeance politique.

*Comme une classe est faite de nombre de fractions, la même classe peut former plusieurs partis. Pour les mêmes raisons, un parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes. (Lev Trotsky, La Révolution trahie, 1936, Minuit, p. 177-178)*

Le capitaliste semi-mafieux, semi-télé réalité Trump remporte un second mandat. Cette version intellectuellement médiocre de la représentation politique de la bourgeoisie américaine décide de prendre le taureau par les cornes et de se battre pour ses intérêts immédiats, sans plus s'embarrasser de ses obligations et de ses charges d'impérialisme dominant, comptable de l'ordre du monde, qu'elle avait pourtant construit auparavant. Elle le fait brutalement, bousculant ses anciens alliés et piétinant les droits et la souveraineté des

pays plus faibles. Guerre commerciale tous azimuts, revendications territoriales, accord avec l'impérialisme russe sur le dos des Ukrainiens, soutien total à Israël pour le massacre et l'expulsion des Palestiniens, voilà le nouveau visage de l'Amérique à l'extérieur.

Cette politique internationale agressive est doublée à l'intérieur par des attaques massives et coordonnées contre les migrants, contre les libertés publiques, les droits des femmes et des minorités, contre les travailleurs de la fonction publique, contre les universités, la science et la recherche. Bien loin de se réduire aux foudres d'un Trump mégalomane et passablement incohérent, ce tournant exprime la volonté structurée d'une fraction importante de la bourgeoisie américaine, celle qui a pris les clés du gouvernement, de surmonter les contradictions qui minent l'impérialisme américain.

*Alors que l'Amérique a trop souvent continué à donner la priorité à « l'ordre mondial » par rapport à ses intérêts nationaux fondamentaux, les autres nations ont continué à agir comme elles l'ont toujours fait et comme elles le feront toujours : en fonction de ce qu'elles perçoivent comme étant leur meilleur intérêt. Au lieu de s'intégrer dans l'ordre mondial de l'après-guerre froide, elles l'ont manipulé pour servir leurs intérêts aux dépens des nôtres. Nous avons accueilli le Parti communiste chinois dans cet ordre mondial. Il a profité de tous ses avantages en ignorant toutes les obligations et responsabilités qui en découlaient. Au lieu de cela, il a menti, triché, détourné et volé pour se hisser au rang de superpuissance mondiale – à nos dépens. L'ordre mondial d'après-guerre n'est pas seulement obsolète : il est désormais une arme utilisée contre nous. Huit décennies plus tard, une nouvelle fois, nous sommes appelés à créer à nouveau un monde libre à partir*

*du chaos. Ce ne sera pas facile. Et cela sera impossible sans une Amérique forte et confiante qui s'engage dans le monde en plaçant à nouveau nos intérêts nationaux fondamentaux au-dessus de tout... Placer nos intérêts nationaux fondamentaux au-dessus de tout n'est pas de l'isolationnisme. C'est prendre conscience qu'une politique étrangère centrée sur nos intérêts nationaux n'est pas une relique du passé. Depuis l'émergence de l'État-nation moderne il y a plus de deux siècles, agir en fonction de ce que l'on perçoit comme son intérêt national fondamental a été la norme —pas l'exception. Pour notre pays, placer l'intérêt de l'Amérique et des Américains au-dessus de tout n'a jamais été aussi pertinent ou aussi nécessaire qu'aujourd'hui.* (Marco Rubio, secrétaire d'État, c'est-à-dire ministre des affaires étrangères, 15 janvier 2025)

Sans vergogne, les États-Unis prétendent renouer avec l'impérialisme conquérant qui leur a permis de se constituer au 19<sup>e</sup> siècle en revendiquant de nouveaux territoires. Trump confirme qu'il veut s'emparer du Groenland « *d'une manière ou d'une autre* ». Il manœuvre avec l'aspiration à l'indépendance de la population inuite qui cherche légitimement à échapper à la domination danoise pour lui passer à son tour la corde au cou. Trump répète à l'envi que le Canada doit devenir le 51<sup>e</sup> État des États-Unis et il entame une guerre douanière pour tenter d'asphyxier son économie et lui forcer la main. Quant au canal de Panama, point n'a été besoin de la force employée en 1989, la menace et l'argent ont suffi. Le groupe financier américain Black Rock vient de racheter pour quelques 23 milliards de dollars à l'entreprise chinoise CK Hutchison les ports stratégiques qu'elle exploitait à chaque extrémité du canal, à la barbe de Pékin qui fulmine.

### **Le partage de l'Ukraine avec l'impérialisme russe**

Jouant du chantage à la suspension de son aide militaire, Washington veut contraindre l'Ukraine à capituler devant l'agression russe, à lui livrer l'exploitation de ses ressources minières et maintenant celle de ses centrales électriques. L'État américain négocie directement, sans les Ukrainiens et sur leur dos, un cessez-le-feu avec l'impérialisme russe en lui donnant la part belle. Il escompte reprendre les affaires avec la Russie et l'éloigner ainsi de l'impérialisme chinois.

Même si, déjà sous Biden, comme dans les bourgeoisies européennes, l'idée que l'Ukraine devrait renoncer à revendiquer l'intégralité de son territoire se faisait de plus en plus insistante, la brutalité de Trump pour imposer, de concert avec l'impérialisme russe, le partage de l'Ukraine, constitue une rupture complète. Le plan de Trump, c'est en effet d'avaliser d'un côté

les conquêtes de l'impérialisme russe et de placer de l'autre côté le reste de l'Ukraine sous domination des capitaux américains.

Les bourgeoisies impérialistes européennes sont effarées, mais impuissantes. Leurs gouvernements ont été évincés sans ménagement des discussions aussi bien sur le partage des ressources minières de l'Ukraine que sur les conditions d'un cessez-le-feu. Le sommet de Londres du 2 mars a certes proclamé haut et fort son soutien à l'Ukraine, mais les pays européens ne peuvent compenser le retrait de l'aide militaire américaine.

La majorité de la bourgeoisie ukrainienne et Zelensky ont dû se plier à l'absence de garanties de paix, à la perte de l'est de leur territoire et promettre de payer une rançon à l'impérialisme dominant pour sa protection.

Les principales bourgeoisies européennes en sont réduites à tenter de conserver un pied dans les futures négociations en déployant ultérieurement en Ukraine des contingents, officiellement pour garantir la paix, mais surtout pour ne pas être totalement évincées de l'ordre européen futur. L'OTAN est considérablement affaiblie car même la bourgeoisie allemande a compris qu'elle ne pouvait plus prospérer économiquement en abdiquant toute prétention militaire.

### **Le soutien total à Israël**

L'impérialisme américain, qu'il soit dirigé par le Parti démocrate ou le Parti républicain, a toujours soutenu bec et ongles l'État sioniste israélien. Les deux partis bourgeois ont la même volonté de défendre la colonisation de la Palestine, mais ce soutien diffère en fonction de l'avancement de l'entreprise sioniste. Hier, l'impérialisme américain, avec le démocrate Clinton, avait imposé les accords d'Oslo de 1993 permettant à Israël, sur la base de la capitulation de l'OLP, de poursuivre sa colonisation tout en s'abritant derrière le mirage de la création de deux États. Accord encensé par tous les impérialismes et tous les partis réformistes à leur remorque.

Aujourd'hui, le sionisme, après de considérables avancées de la colonisation en Cisjordanie, après avoir divisé la résistance du peuple palestinien, en promouvant un temps le Hamas pour mieux affaiblir l'OLP, et en transformant celle-ci en auxiliaire de police pour son compte dans les territoires occupés, n'a plus besoin de brandir la chimère de la création de deux États. L'objectif ouvertement affiché désormais par Israël, c'est non seulement Eretz Israël, le grand Israël de la mer au Jourdain, mais plus encore avec des extensions sur une partie du Liban et de la Syrie. Cela signifie l'annexion complète de la Cisjordanie, mais aussi de la bande de Gaza et l'occupation militaire permanente du Golan syrien et du sud du Liban. C'est précisément le

sens du plan de Trump d'expulser les Palestiniens de la bande de Gaza et de la transformer en « Riviera ».

Pour les y contraindre, Israël vient de reprendre le 18 mars les bombardements de la population gazaouie, après avoir à nouveau coupé tout accès de l'aide alimentaire et détruit la dernière centrale électrique qui permettait d'assurer la désalinisation de l'eau. L'appui complet de l'impérialisme américain au génocide en cours se double de la préparation avec Israël d'une prochaine attaque contre les installations nucléaires iraniennes que le gouvernement de Netanyahu réclame ouvertement. L'armée américaine a bombardé le 15 mars le Yémen, mais c'est aussi l'Iran qui est visé.

*Le soutien aux terroristes houthistes doit s'arrêter immédiatement ! Ne menacez pas le peuple américain, son président ou les routes maritimes mondiales. Et si vous le faites, attention, parce que l'Amérique vous en tiendra totalement responsables et nous ne vous ferons pas de cadeau ! (Donald Trump, Truth, 16 mars)*

## La guerre commerciale annonce la crise économique mondiale et les affrontements

Une puissance impérialiste sûre d'elle est favorable à la baisse des droits de douane par des décisions éatiques réciproques pour s'ouvrir des marchés des biens et services, elle accepte volontiers l'appréciation (involontaire) de sa monnaie sur le « marché des changes » qui lui permet de se procurer des matières premières à bas prix et d'acquérir des entreprises à l'étranger. Telle était, globalement, la position de l'État américain voici 80 ans.

Mais Trump a déclenché une guerre commerciale. D'abord avec le Canada, le Mexique et la Chine en augmentant les droits de douanes frappant leurs exportations aux États-Unis. Malgré quelques reports, ces droits de douanes sont aujourd'hui de 25 % sur les produits canadiens et mexicains et de 20 % sur les produits chinois. De plus, à compter du 18 mars, les exportations d'acier et d'aluminium provenant du monde entier sont taxées à hauteur de 25 %.

En réaction, le Canada a mis en place des contremesures tarifaires de 25 % sur des importations américaines d'une valeur de 30 milliards de dollars canadiens, incluant des produits tels que des outils, des équipements informatiques et des équipements sportifs. Le Mexique a exprimé son intention de riposter fermement, sans donner plus de détails pour le moment. Quant à la Chine, elle a imposé des droits de douane sur divers produits agricoles américains, notamment le poulet, le blé et le soja, et mis en place des contrôles à l'exportation sur certaines entreprises américaines. L'Union européenne, dont le secteur sidérur-

gique est déjà en grave difficulté, a riposté en ciblant des produits américains tels que les jeans, les motos Harley-Davidson, le bourbon, ainsi que divers produits agricoles et pharmaceutiques, pour un montant total de 26 milliards d'euros équivalant au préjudice subi, avec effet au 13 avril.

En retour, Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 200 % sur les vins, champagnes et autres boissons alcoolisées en provenance de l'UE et il annonce par ailleurs pour le 2 avril des taxations sur les produits européens qui pourraient atteindre 25 %. C'est l'escalade. Cela va frapper de plein fouet les économies européennes dont certaines sont chancelantes, alors que les exportations de biens et marchandises de l'UE aux États-Unis ont atteint 584 milliards d'euros en 2024 avec un excédent de 198 milliards d'euros de la balance commerciale. Le 26 mars, Trump annonce 25 % de droits de douanes sur toutes les importations d'automobiles. Les entreprises coréennes, japonaises et allemandes sont particulièrement touchées, surtout celles qui n'ont pas de filiales aux EU. Trump fait le calcul que ces droits de douanes vont contraindre les entreprises étrangères comme américaines à installer ou rapatrier leurs usines aux États-Unis. C'est en partie vrai puisque des entreprises comme le taiwanais TSMC ou les américains Apple ou même Tesla vont le faire.

Ces affrontements à coups de taxes douanières vont immanquablement précipiter le ralentissement économique mondial, déjà engagé auparavant, une diminution de la production mondiale et des échanges internationaux et engendrer un regain d'inflation. L'OCDE estime que la croissance en 2025 va être divisée par 3 au Canada, pour n'atteindre que 0,7 %, tandis que le Mexique devrait entrer en récession. Aux États-Unis même, les capitalistes de l'industrie touchés par l'augmentation inévitable de leurs coûts de production s'inquiètent et Wall Street accuse le coup. Mais c'est avant tout le prolétariat qui va en faire les frais. Tous



SOLDE DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (ÉCHANGES DE BIENS + ÉCHANGE DE SERVICES + ÉCHANGES DE REVENUS) DES ÉTATS-UNIS AVEC LE RESTE DU MONDE / BANQUE MONDIALE

les réformistes qui ne remettent nullement en cause le capitalisme mais préconisent avec leur bourgeoisie la défense des productions nationales (ou européennes) par l'instauration de barrières tarifaires ne font qu'encourager cette marche à la crise. La guerre économique précède la guerre tout court.

L'impérialisme américain étudie également la possibilité, en utilisant le chantage aux droits de douane, d'obliger les États étrangers détenteurs de dollars comme monnaie de réserve à s'en défaire partiellement afin d'en faire baisser le cours et de rendre ainsi les exportations américaines moins chères. Tout cela ne peut que précipiter les tensions inter-impérialistes aussi bien que la crise économique, avec des répercussions plus ou moins violentes dans chaque pays.

### L'ennemi principal est dans notre propre pays

La marche à la guerre mondiale entraîne nécessairement l'étranglement des « services publics » qui ser-

vent la population (enseignement, santé...), des restrictions aux libertés démocratiques, des mises en cause des conquêtes des femmes (ramenées à un rôle nataliste, cibles de viols en cas de guerre), la soumission de la jeunesse (subordination au corps des officiers, chair à canon) et conduit à la destruction accélérée de l'environnement (indirectement pour ne pas être entravé pour préparer le conflit, directement par la pollution des guerres conventionnelles sans parler du risque pour toute la planète en cas de recours à l'arme atomique).

La tâche des communistes internationalistes est de combattre contre le poison du chauvinisme et du patriotisme que la bourgeoisie comme les partis ouvriers bourgeois s'emploient à répandre dans la classe ouvrière et la jeunesse. Les gouvernements impérialistes prétendent qu'il faut s'armer pour préserver la paix, mais c'est pour défendre leurs parts de marché et leur place dans le monde, pour préparer la guerre inter-impérialiste, qu'ils sonnent du clairon.

Ni union nationale, ni union sacrée autour des gouvernements bourgeois et de leurs budgets militaires ! Le patriotisme, c'est un mensonge des bourgeoisies, l'internationalisme, c'est le drapeau des travailleurs ! Front unique ouvrier de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière contre les budgets militaires ! Aucune voix de député pour le militarisme ! Défense de toutes les revendications ouvrières et de toutes les libertés démocratiques !

L'offensive de l'impérialisme américain précipite le chaos et les affrontements, les bourgeoisies et impérialismes européens lui emboîtent le pas. Le temps est venu à nouveau où les impérialismes ne peuvent plus croître sans s'affronter. Le mot d'ordre du prolétariat doit être : Si tu veux la paix, prépare la révolution ! Guerre à la guerre impérialiste ! Fermeture de toutes les bases américaines, russes, chinoises, françaises, britanniques... à l'étranger ! Dissolution des armées professionnelles contrerévolutionnaires de la bourgeoisie, armement du peuple !

Arrêt du génocide sioniste des Palestiniens ! Israël, bas les pattes devant le Liban, la Syrie, l'Iran ! États-Unis, bas les pattes devant le Yémen, le Panama, le Groenland, le Canada, l'Ukraine ! Russie, bas les pattes devant la Tchétchénie, l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie ! Chine, bas les pattes devant le Xinjiang, Taiwan ! France, bas les pattes devant la Kanaky ! Respect des droits de toutes les minorités, ethnies et peuple opprimés !

28 mars 2025

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

**ARTP**  
**AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne**  
**F-75011 PARIS**

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,  
français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site de l'EKIB/Turquie : [patronsuzdunya.com](http://patronsuzdunya.com)

Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI/France : [groupermarxiste.info](http://groupermarxiste.info)

Site de l'IKC/État espagnol : [ikcirklo.org](http://ikcirklo.org)

Site d'OR/Argentine : [octubrerojo.org.wordpress.com](http://octubrerojo.org.wordpress.com)

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes  
le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wollinski.  
Honoré avait dessiné pour la CGT, Wollinski pour la LC et le PCF,  
Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

## Les survivants de Gaza sont de nouveau des cibles

Le 30 mars, dans le camp de Tal Al-Sultan, près de Khan Younès, le Croissant rouge et la défense civile déterrent les corps de 15 collègues, tués le 23 mars puis ensevelis par les bulldozers de l'armée israélienne. Une centaine d'entre eux et plus d'un millier de soignants avaient déjà été tués.

C'est pour camoufler ces actes ignobles qu'Israël dénie depuis 18 mois l'accès à la bande de Gaza à la presse internationale et cible systématiquement les journalistes palestiniens (plus de 200 ont été assassinés). Le 2 avril, l'armée israélienne a frappé à Jabalia un bâtiment de l'ONU qui servait d'abri, tuant 9 enfants. Plus de 300 sites de l'ONU ont été détruits dans la bande de Gaza depuis le début de cette guerre d'anéantissement. 248 salariés de l'UNWRA ont été tués.

Depuis le 24 mars, le gouvernement de Nétanyahou a repris le génocide. Il avait déjà depuis le 2 mars bloqué l'aide humanitaire, coupé l'eau et l'électricité. De nouveau, dans la bande de Gaza, les ordres d'évacuation se succèdent, les bombardements frappent, les colonnes de blindés sèment la mort.

Les garants internationaux de l'accord de cessez-le-feu protestent mollement (France) ou approuvent (États-Unis). La population palestinienne est à nouveau exténuée, déportée, affamée, terrorisée. La reprise de la guerre a coûté déjà 1 163 morts supplémentaires, s'ajoutant à au moins 50 000 victimes antérieures. Le 9 mars, le ministre des finances de l'époque, le fasciste Smotrich, annonce la création d'une administration, sous les ordres de l'état-major, chargée d'expatrier les Palestiniens, conformément aux plans de Trump. Le 2 avril, le ministre israélien de la défense Katz communique que « *l'offensive s'intensifie pour s'emparer de vastes zones qui seront intégrées dans les zones de sécurité d'Israël* ».

En Cisjordanie, il n'y a jamais eu de trêve. L'armée israélienne, en plus de soutenir les fascistes et les suprémacistes qui colonisent le territoire, détruit méthodiquement les logements et les infrastructures, déplace la population : 40 000 personnes ont été chassées des camps, 901 Palestiniens y ont été tués depuis octobre 2023. En outre, Israël détient environ 20 000 prisonniers palestiniens, dont bon nombre est soumis au régime de la « détention administrative » qui permet l'enfermement illimité sans inculpation ni jugement, la torture.

Israël occupe une partie du territoire du Liban et de la Syrie. Son armée bombarde tous les jours le sud du Liban. Le 29 mars, elle a attaqué Beyrouth et, le 2 avril, les environs de Damas.

Il n'y a plus que Macron et le roi de Jordanie pour croire encore « à la solution à deux États » (*Communiqué commun*, 19 mars). Israël, un État de nature coloniale, ne se donne même plus la peine de faire semblant de partager le territoire de la Palestine avec un bantoustan.

Le gouvernement de Nétanyahou prétend vouloir libérer les otages du 7 octobre encore aux mains du Hamas. Mais une partie grandissante de la population israélienne sait qu'ils ne sont pour lui que des prétextes. Elle proteste dans la rue.

Nétanyahou, Trump et Macron accusent systématiquement d'antisémitisme ceux qui, dans le monde entier, se lèvent contre le génocide. En fait, dès l'origine, le sionisme cherchait des alliances avec les antisémites car les deux convergeaient vers l'idée commune que les Juifs devaient quitter l'Europe. Aujourd'hui, Nétanyahou reconnaît en Musk « un grand ami d'Israël » alors que le 25 janvier, celui-ci a fait un salut fasciste, celui de deux régimes qui ont exterminé les Juifs d'Europe. Et le gouvernement Nétanyahou, qui comprend des racistes comme Ben-Gvir, a invité officiellement en Israël les partis racistes du monde entier dont certains (comme le FN-RN français) ont été fondés par des auxiliaires du régime nazi.

Le RN, qui refuse que la justice condamne ses vols, réclame que le militant communiste libanais Georges Abdallah, arrêté en France en 1984, reste incarcéré alors qu'il est libérable selon le droit français depuis 1999.

Piétinant les décisions de la justice internationale, Nétanyahou se pavane en Hongrie. En 2017-18, son premier ministre Orbán avait mené une campagne antisémite contre Soros, capitaliste américain d'origine juive hongroise. L'ambassadeur d'Israël en Hongrie s'en était ému. Netanyahou l'avait démis de ses fonctions.

Assez de barbarie contre les Palestiniens ! En France, les partis issus du mouvement ouvrier (PS, LFI, PCF...), les syndicats de salariés (CFDT, CGT, FO...) doivent appeler immédiatement à des manifestations massives dans toutes les villes :

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie ! Levée du blocus ! Libération des 20 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés palestiniens !

Leur responsabilité est d'organiser le blocage des livraisons d'armes à Israël et exiger :

Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants pro-palestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée dans l'Union européenne et la France des réfugiés

## Kurdistan : l'appel d'Öcalan à dissoudre le PKK



Kurdistan du Sud augmentent. Erdoğan cherche à renforcer sa main en prenant des mesures plus agressives contre le mouvement kurde au sein des équilibres internationaux.

La question kurde est, au fond, une question de pouvoir et d'appartenance des terres. Il s'agit donc d'un problème colonial. Que le Kurdistan soit une nation divisée en quatre parties, que le droit de déterminer son avenir lui soit refusé, qu'il soit sous le joug d'un régime lourdement raciste déterminent le caractère fondamental du problème. Négliger cette réalité pour réduire le problème à une question de droits culturels ou bien à une question de « démocratisation » de l'État capitaliste revient à accepter le colonialisme dès le départ.

La lutte qui a commencé avec le but d'un Kurdistan uni et socialiste avait d'abord reculé en un discours d'autonomie démocratique, puis en un discours de fédération et de confédéralisme. Et maintenant, Öcalan récuse entièrement les revendications d'indépendance, d'autonomie et de fédération comme étant des « dérapages nationalistes extrémistes ». Les droits légitimes de la nation kurde sont condamnés, l'État turc capitaliste et colonialiste est présenté comme une réalité inévitable et à titre de « solution », l'intégration à l'État est indiquée.

Cet appel du 17 février est un appel de capitulation. Il ne s'agit pas d'une décision prise en une nuit, elle s'est développée comme résultat de la ligne politique suivie depuis des années par le PKK et par Öcalan. « L'appel à la paix et à une société démocratique » est le dernier point atteint par Öcalan qui expliquait devant les tribunaux d'İmralı qu'il « était prêt à servir l'État turc ».

Le PKK peut tenir son congrès ou pas, peut se dissoudre ou pas, c'est leur affaire. Mais quelle que soit la direction que prendra le processus, quel que soit le niveau d'obéissance à l'appel, le problème du Kurdistan continuera à exister de manière brûlante.

Le pouvoir d'Erdoğan nomme un administrateur à chaque mairie qu'il n'a pas réussi à gagner. Cela revient à enlever de fait le droit à élire et à être élu du peuple kurde. La politique des administrateurs nommés et une manière coloniale classique de diriger dans les régions qui sont transformées en colonies. La politique des administrateurs nommés du régime d'Erdoğan est le rappel le plus nu et frappant de la colonisation.

Alors que l'approche des États-Unis et de l'UE envers la question kurde est en train de changer, les efforts de la Turquie pour renforcer sa position dans le Rojava et le

ger cette réalité pour réduire le problème à une question de droits culturels ou bien à une question de « démocratisation » de l'État capitaliste revient à accepter le colonialisme dès le départ.

Aujourd'hui se dressent face au peuple kurde non seulement l'État turc, mais une hiérarchie impérialiste et des forces régionales qui en dépendent. La position colonisée du Kurdistan constitue l'une des pierres angulaires de l'ordre de l'impérialisme au Proche-Orient. Pour cette raison, la lutte pour libération nationale au Kurdistan est inséparable de la lutte pour la révolution socialiste. Ce n'est qu'avec cette perspective que les ouvriers et travailleurs kurdes peuvent être arrachés aux limites étroites du nationalisme bourgeois et du réformisme.

Les directions bourgeoises et petites-bourgeoises n'ont pas de solution à apporter aux problèmes du Kurdistan. Leur horizon se limite à rechercher un statut dans le cadre du système impérialiste. Pourtant, la véritable libération du peuple kurde n'est possible qu'avec un pouvoir ouvrier révolutionnaire qui peut mettre à bas le colonialisme et l'impérialisme. Et cela ne peut être réalisé qu'avec un programme révolutionnaire qui couvrira toute la région, avec l'union des ouvriers et travailleurs du Kurdistan avec leurs frères et soeurs de classe au Proche-Orient.

Alors que la destruction et la barbarie se font la course, nous devons agir pour hisser le drapeau du Proche-Orient socialiste, pour indiquer à la classe ouvrière la véritable voie pour l'émancipation ! Sous le siège des impérialistes, des puissances régionales et des courants réactionnaires, tous les peuples du Proche-Orient doivent s'unir en une seule force, avec un seul programme : le Proche-Orient socialiste !

6 mars 2025, EKIB/Turquie

## La fondation du PCR

*Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (4<sup>e</sup> Internationale, mai 1940, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, p. 31)*

Le Parti communiste révolutionnaire (PCR) a tenu son congrès fondateur en novembre 2024 avec « plus de 160 militants de la région parisienne, Toulouse, Marseille, Aix-en-Provence, Montpellier, Grenoble, Reims, Gap, Lyon, Rennes, Morlaix, Brest, Nantes, Lille, Bourges, Dax, Cherbourg et du Val d'Ajol ».

Comment justifier la création du PCR à côté des grands partis issus historiquement de la classe ouvrière mais qui prétendent changer le monde par des élections et des référendums ? À quoi sert d'ajouter le PCR à une multitude d'organisations qui se réclament aussi du « communisme révolutionnaire » mais capitulent souvent devant le front populaire et toujours devant les bureaucraties syndicales ?

### Le mouvement ouvrier, soluble dans « la gauche » ?

Le PCR a le mérite de présenter dès son apparition un programme, contrairement au NPA-R qui a vécu deux ans sans congrès et sans programme. Le nouveau « parti » se positionne par rapport à « la gauche réformiste » dont une seule composante est citée (LFI).

*Les programmes officiels des organisations réformistes, comme celui de la FI, consistent en un ensemble de mesures très détaillées, pour la plupart progressistes, mais inapplicables faute d'être liées à l'objectif de rompre avec le capitalisme. Il s'agit de programmes électoraux... Les dirigeants de la gauche réformiste cèdent aux pressions de la classe dirigeante. (PCR, Programme, 2024)*

S'il y a une « gauche réformiste », c'est qu'il y a une « gauche révolutionnaire ». C'est d'ailleurs le nom choisi en France par les représentants d'une autre branche du grantisme (la GR, affiliée au CIO/CWI). Or, l'appellation « gauche révolutionnaire » renvoie non au communisme révolutionnaire mais au réformisme : la GR était le nom d'une tendance du PS-SFIO fondée en 1935 par Pivert, franc-maçon et membre en 1936 du gouvernement bourgeois de Front populaire. En fait, les termes mystificateurs « la gauche » et « la droite » proviennent du réformisme et non du communisme révolutionnaire.

*Les dénominations politiques sont à remplacer par des dénominations de classe. (Vladimir Lénine, 20 juillet 1917, t. 25, p. 184)*

Le programme ne dit pas un mot sur des organisations plus grosses que le PCR (LO, RP, NPA-R, NPA-AC, PT, POI...), comme si elles n'existaient pas. Pourtant, dans la

véritable vie, toute militante ou militant du PCR les rencontre. Et il existe un groupe communiste révolutionnaire qui a en 2017 adopté un programme d'action pour la France qui ne souffre pas des manques et des confusions du programme du PCR.

### Le réformisme, un programme insuffisant ou des agents de la bourgeoisie ?

Les « mesures progressistes » promises par « la gauche réformiste » qui ont toujours fasciné les grantistes ne servent qu'à motiver les militants de base et à attraper des voix.

*Les réformistes n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme. (Internationale communiste, juin 1921, Quatre premiers congrès de l'IC, p. 99)*

Pour les communistes révolutionnaires, les partis et les directions syndicales qui se disent réformistes trahissent la classe ouvrière, depuis 1914, pour le travailisme, la social-démocratie (et les appareils syndicaux comme la CGT), depuis 1934, pour le stalinisme déguisé en national-communisme. Cela manque dans le programme du PCR. D'ailleurs, les deux citations de Lénine sur le réformisme datent d'avant 1914.

Contrairement à la tradition communiste révolutionnaire (Gauche du mouvement de Zimmerwald 1915-1916, Internationale communiste 1919-1923, Opposition de gauche de l'IC 1929-1933, 4<sup>e</sup> Internationale 1933-1940), les chapelles grantistes de toutes les obédiences (CWI, ICR, ISA...) ne disent pas que les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » mentent aux travailleuses et aux travailleurs. Ils ne disent jamais que leur véritable programme est la défense acharnée de leur capitalisme, de leur bourgeoisie, de leur État bourgeois.

*Ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur l'œuvre de trahison des sociaux-chauvins, voilà une des tâches les plus importantes de la révolution prolétarienne internationale. (Internationale communiste, mars 1919, Quatre premiers congrès de l'IC, p. 14-15)*

*La victoire de la révolution espagnole aurait pu ouvrir une ère de renversements révolutionnaires dans toute l'Europe et empêcher ainsi la guerre actuelle. Mais cette héroïque révolution, qui contenait en elle toutes les possibilités de vaincre, a été étouffée avec la coopération active des anarchistes... La bourgeoisie s'est convaincue qu'avec de tels dirigeants ouvriers à sa disposition, elle pouvait faire ce qu'elle voulait, y compris un nouveau massacre des peuples. (4<sup>e</sup> Internationale, mai 1940, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, p. 23-24)*

## Un programme d'action sans grève générale ?

Par exemple, en France, la défaite en 2023 du mouvement de défense des retraites démoralise la classe ouvrière et facilite la montée du parti fascisant (RN). Or, le PCR est incapable d'en tirer réellement le bilan. Sa ligne ne se distingue en rien du marais centriste qui aide en pratique les agents de la bourgeoisie tout en bavardant sur la révolution :

- Aucune mention de la grève générale qui, seule, pouvait vaincre et qui pose, elle, la question de qui dirige la société, porte en germe la possibilité d'une révolution ;
- Approbation à deux reprises des « grèves reconductibles » qui complétaient le dispositif des « journées d'action » ;
- Silence sur la participation des bureaucrates syndicaux à la mise au point de la contre-réforme avec Macron et Borne tout au long de 2022 et au Conseil d'orientation des retraites (ils y sont toujours) ;
- Mutisme sur les manœuvres du NFP qui ont complété le dispositif de l'Intersyndicale et désorienté le prolétariat : confiance dans le Conseil constitutionnel, votes à l'Assemblée nationale avec LIOT et RN...



## Détruire l'État bourgeois !

L'origine de l'ICR est un courant qui prétendait qu'un gouvernement du Parti travailliste pourrait réaliser pacifiquement le socialisme. Or, pour établir le pouvoir des travailleurs, la dictature du prolétariat, il faudra une révolution, en France comme en Grande-Bretagne.

*L'Internationale communiste, c'est le parti mondial du soulèvement du prolétariat et de la dictature du prolétariat.* (Internationale communiste, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 80, traduction revue)

juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 80, traduction revue)

Pour la préparer, un mot d'ordre central est la dissolution de la police ainsi que de l'armée de métier, l'armement du peuple.

*Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.* (Parti ouvrier/France, *Programme du Havre*, 1880)

*Ce programme d'action, montrant aux travailleurs une bourgeoisie féroce, décidée à les réduire à la portion congrue par le fer et par le feu des bandes fascistes, pose avec vigueur pour la légitime défense des travailleurs, la nécessité de la création de milices antifascistes et de l'armement du prolétariat et des paysans pauvres. C'est un des points décisifs de la politique révolutionnaire.* (Ligue communiste/France, *Programme d'action*, juin 1934)

*Devant la résistance du patronat et des fascistes, nous demandons l'organisation des milices ouvrières et l'armement du prolétariat.* (Parti ouvrier internationaliste/France, avril 1937, *Que veut le POI ?*, p. 16)

## Un internationalisme pas toujours conséquent

Le programme du PCR ne défend pas l'ouverture des frontières de son État impérialiste aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants étrangers. Le programme ne relie pas la politique contre les immigrés au militarisme et au protectionnisme. Il ne réclame pas la fermeture des centres de rétention et, comme le caudillo de LFI, il se contente d'un « accueil digne des migrants ».

Concernant « l'outre-mer », il reste ambigu.

*Dans les TOM-DOM, partout où la question se pose, nous défendons le droit à l'auto-détermination pour les peuples occupés et opprimés par l'impérialisme français -notamment pour le peuple kanak.* (PCR, *Programme*, 2024)

Il serait plus correct de dire que dans tous les confettis qui restent de l'empire colonial français, les communistes sont pour le droit à l'autodétermination. Par contre, en Nouvelle-Calédonie, le « peuple kanak » a tranché : donc, indépendance de la Kanaky !

*Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés. (4<sup>e</sup> Internationale, septembre 1938, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, p. 22)*

La dissolution des corps de répression et l'armement des travailleurs sont absents du programme du PCR.

### « La politique malhonnête et pourrie des fronts populaires » (Trotsky, 10 octobre 1938)

Le programme du PCR évoque deux fois le programme de 1938 de la 4<sup>e</sup> Internationale. Mais ses rédacteurs semblent en avoir sauté des pages entières. Par exemple, depuis 1850, les communistes s'opposent dans les pays capitalistes à toute alliance politique avec les partis bourgeois.

*À la coalition ouverte ou masquée avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. (Internationale communiste, novembre 1922, Quatre premiers congrès de l'IC, p. 158)*

*À notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit le meilleur critère pour différencier le bolchevisme du menchevisme. (Lev Trotsky, 16 juillet 1936, Œuvres t. 10, p. 248)*

*La 4<sup>e</sup> Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun front populaire. (4<sup>e</sup> Internationale, septembre 1938, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, p. 46)*

Comme les chefs du NPA-AC et du POI, les fondateurs du PCR étaient des soutiens enthousiastes du Nouveau Front populaire (un bloc des partis « réformistes » avec EELV-LE). Quel bilan en tirent-ils ?

### Ouvrons la discussion !

Camarades du PCR, votre programme converge souvent avec le nôtre. Mais les communistes révolutionnaires qui n'ont jamais renié le communisme révolutionnaire sont inquiets de graves omissions ainsi que de l'absence de bilan approfondi de décennies de pratique opportuniste, après une activité au compte d'un front populaire.

Camarades du PCR, nous vous soumettons, ainsi qu'à l'ICR, la lettre ouverte de fin 2024 du Collectif révolutionnaire permanente à toutes les organisations révolutionnaires du monde.

En France, le Groupe marxiste internationaliste est prêt à discuter du programme avec le PCR et à examiner toutes les possibilités d'action en commun pour mettre en oeuvre un programme communiste révolutionnaire, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire de masse.

28 mars 2025

### Lettre au GCPOR, 16 février

Chères camarades, chers camarades,

Suivant le conseil de Trotsky selon lequel il faut repousser « *la conception selon laquelle les sections nationales sont les fondations et les murs et l'organisation internationale le toit qu'il faut ajouter à la fin* » (21 juin 1930), nous vous proposons d'ouvrir la discussion entre nos deux groupes français sur la base de la lettre du Collectif révolutionnaire permanente aux organisations révolutionnaires du monde entier.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste

### Lettre à la Cause du peuple, 16 février

Chères camarades, chers camarades,

Vu que dans plusieurs villes, nous intervenons coude à coude dans la solidarité au peuple palestinien et contre notre propre impérialisme, nous vous proposons de discuter à partir de la lettre du Collectif révolutionnaire permanente aux organisations révolutionnaires du monde entier.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste

### Lettre à Socialisme ou barbarie, 16 février

Chères camarades, chers camarades,

La lettre du Collectif révolutionnaire permanente aux organisations révolutionnaires du monde entier s'adresse à votre courant international.

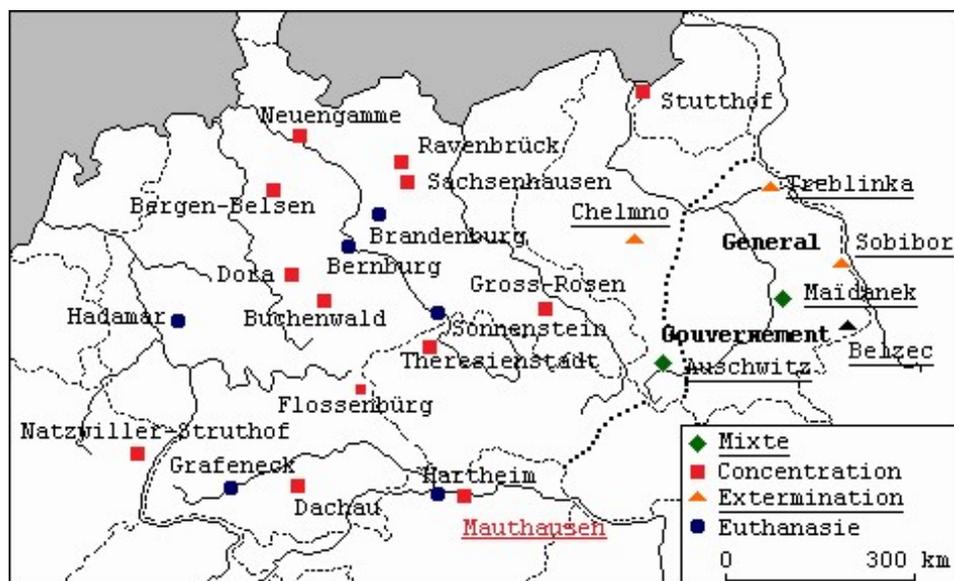
Nous sommes prêts à vous rencontrer à l'échelle nationale après votre exclusion scandaleuse du NPA-R. Nous avons répercuté sur notre site votre communiqué.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste

*SoB est le seul groupe à avoir répondu..*

## 1945 : la libération des camps nazis



Le 27 janvier 1945, l'Armée de l'URSS libéra le camp nazi d'Auschwitz-Birkenau (Pologne). En dehors des victimes des opérations militaires, le régime nazi avait assassiné plus de 10 millions de personnes, soit dans les « camps de concentration » esclavagistes, soit dans les « centres d'extermination », soit à l'arrière du front de l'Est par les Einsatzgruppen. Les victimes étaient, outre les adversaires du nazisme, les handicapés, les homosexuels, les Tziganes et les Juifs.

Le 24 janvier 2025, la cérémonie commémorative a comporté des représentants des gouvernements israélien et américain ainsi que le chef de l'État français.

### Le nazisme fut l'exaspération de la réaction bourgeoise du XX<sup>e</sup> siècle

L'extermination de 6 millions de Juifs d'Europe (sur 9,5) par les nazis n'est pas un accident incompréhensible, un événement inexplicable, mais une expression de la barbarie que porte en lui le capitalisme, à laquelle la bourgeoisie recourt sans vergogne quand elle se sent menacée. Le fascisme allemand n'a fait qu'exacerber des tendances déjà présentes au sein de la société bourgeoise.

*Le capitalisme en déclin a opéré un brusque tournant vers un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect.* (Lev Trotsky, « Entrevue au journal Der Weg », 18 janvier 1937, *Oeuvres*, t. 12, p. 111)

Le mouvement nationaliste juif créé par Theodor Herzl en 1897 préconisait « le retour » des Juifs dans leur région d'origine historique, au Proche-Orient. Le sionisme prenait à contrepied les aspirations de la plupart

des Juifs à vivre et à s'épanouir dans le pays où ils étaient nés ou qu'ils avaient choisi.

La révolution russe d'Octobre 1917 confortait cette dernière option, en émancipant les Juifs, victimes de discriminations et de pogroms sous le tsar. Dans le pouvoir des soviets, figuraient des commissaires du peuple d'origine juive (Zinoviev, Trotsky...). Mais la révolution russe resta isolée. Face à la révolution prolétarienne en Allemagne, en Hongrie, en Finlande, en Bulgarie, en Italie, en Pologne... la bourgeoisie européenne recourut à la réaction et à la contre-révolution extrêmes, ranimant l'antisémitisme.

Les armées russes « blanches », que la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis appuyaient, pratiquèrent les pogroms lors de leur guerre contre le pouvoir des soviets. Le dirigeant du Parti conservateur Churchill tenait alors lui-même des propos antisémites (*Sunday Herald*, 8 février 1920).

L'exaspération du nationalisme pour cimenter les États nationaux bourgeois, la recherche de boucs émissaires transforma les Israélites, de victimes jusqu'alors d'une discrimination à justification religieuse, en Juifs conçus comme race, une catégorie pseudo-biologique, rendus responsables tout à la fois des crises économiques, des défaites militaires et des révolutions prolétariennes. Hitler exprima cette mystification.

*Pour élever la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'histoire est vue comme une émanation de la race... le nazisme descend au matérialisme zoologique. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite-bourgeoise paupérisée s'enivre de comptes sur les mérites particuliers de sa race.* (Lev Trotsky, « Qu'est-ce que le nazisme ? », 10 juin 1933, *Contre le fascisme*, p. 360, 362)

L'échec de la révolution prolétarienne à l'ouest, faute de parti révolutionnaire de type Parti bolchevik, puis à l'est, en Chine, en 1927, à cause de la subordination du PCC au Guomindang, a démoralisé le prolétariat soviétique et a permis à la bureaucratie de l'État ouvrier, incarnée par Staline, de s'émanciper de tout contrôle de sa part. Le règne de la bureaucratie russe chauvine s'accompagna d'antisémitisme.

*Si la vague révolutionnaire a réveillé les plus nobles sentiments de la solidarité humaine, la réaction thermidorienne a attisé tout ce qui est bas, obscur et arriéré... La bureaucratie n'hésite pas recourir de façon à peine voilée aux tendances chauvines et surtout à l'antisémitisme. (Lev Trotsky, « Entrevue au journal Der Weg », 18 janvier 1937, Oeuvres, t. 12, p. 112)*

La montée du parti fasciste NSDAP, financé par le grand capital, soutenu par des secteurs de la police et de l'armée, résulta de l'échec de la révolution en Allemagne. Hitler prit le pouvoir en 1933 à cause de la paralysie politique du prolétariat, causée tant par la vaine recherche par le SPD d'une alliance avec les partis « démocratiques » bourgeois que par la politique de division forcenée des rangs ouvriers par le KPD qui considérait le SPD comme « social-fasciste » et même plus dangereux que le NSDAP. Les premiers jetés dans les camps par les nazis furent les militants ouvriers, rejoints par tous ceux que les fascistes allemands considéraient comme des « sous-hommes ».

*Les traits les plus caractéristiques de la mentalité SS et de ses soubassements sociaux se retrouvent dans bien d'autres secteurs de la société mondiale... L'Allemagne a interprété avec l'originalité propre à son histoire la crise qui l'a conduite à l'univers concentrationnaire. Mais l'existence et le mécanisme de cette crise tiennent aux fondements économiques et sociaux du capitalisme et de l'impérialisme. (David Rousset, L'Univers concentrationnaire, 1945, Minuit, p. 186)*

La persécution conduisit de nombreux Juifs à tenter de fuir leur pays d'origine, en particulier l'Allemagne et l'Autriche. Pour les chefs sionistes, les Juifs étaient un corps étranger en Allemagne, dans le reste de l'Europe et partout ailleurs sauf en Palestine. Ils tentèrent de s'accommoder d'Hitler et refusèrent d'engager la lutte contre le 3<sup>e</sup> Reich. Leur Agence juive (Yishuv) passa un accord avec le gouvernement nazi en août 1933 pour organiser l'émigration en Palestine. En retour, la seule organisation juive tolérée était le mouvement sioniste, l'unique journal juif légal était sioniste.

L'avant-garde communiste, elle, n'a jamais pactisé avec le nazisme, auquel elle a payé un lourd tribut dans toute l'Europe, tout en dénonçant le sionisme comme une impasse pour les Juifs opprimés.

*Chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les Juifs et les Arabes en Palestine prend une tournure de plus en plus menaçante. (Lev Trotsky, « Entrevue au journal Der Weg », 18 janvier 1937, Oeuvres, t. 12, p. 111-112)*



Avec l'annexion de l'Autriche, la conquête de la Pologne (où vivaient 3,3 millions de Juifs), la victoire sur la France, l'invasion de l'URSS, l'occupation de la Hongrie, les Juifs d'Europe, sauf les plus célèbres et les plus riches, se retrouvèrent à la merci des fascistes. En janvier 1942, devant les premières difficultés militaires de l'impérialisme allemand, Hitler décida la « solution finale », l'extermination des Juifs de toute l'Europe.

### **Quand l'État bourgeois français livrait les Juifs à l'appareil d'extermination nazi**

L'État américain refusa d'ouvrir largement ses frontières aux réfugiés, malgré la campagne de la section américaine de la 4<sup>e</sup> Internationale, le SWP. La République française avait à partir de 1937 interné dans des camps les militants ouvriers d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne. Elle les livra massivement aux bourreaux nazis, avec presque tous les Juifs réfugiés en France et 28 % des Juifs de nationalité française.

Après-guerre, secondé par le PS-SFIO et le PCF, le général de Gaulle entreprit de désarmer les travailleurs, de stabiliser l'État bourgeois, de reconstruire le capitalisme français. Dans ce cadre, bien des hauts fonctionnaires de Vichy poursuivirent une brillante carrière dans la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> Républiques.

Un cas bien connu est celui de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, qui avait organisé dix convois de Juifs à destination de Birkenau-Auschwitz. On le retrouve quelques années plus tard nommé en 1958 préfet de police de Paris par de Gaulle. Le 4 octobre 1961, Papon mit en place un couvre-feu concernant les « Français musulmans d'Algérie ». Contre cette mesure, le FLN appela à une manifestation le 17 octobre. 7 000 policiers de la République arrêtèrent plus de 10 000 travailleurs arabes et kabyles, les parquèrent dans des stades et en assassinèrent au moins plusieurs dizaines. Le 8 février



# Déclaration des communistes internationalistes (4<sup>e</sup> Internationale) du camp de Buchenwald, 20 avril 1945



BEI EUCH LIEGT DIE ENTSCHEIDUNG !

**Soldaten ! Kameraden !**

Die neue und entscheidende Situation des zweiten Weltkrieges hat eine neue und die revolutionäre Front über die ganze Welt hinweg, über Flugzeuge und über hundert Millionen Soldaten über die Länge der Fronten und über hundert Millionen Soldaten über die Länge der Fronten und über hundert Millionen Soldaten über die Länge der Fronten...

**Kameraden ! Soldaten !**

Die Arbeiter und Soldaten der vierten Internationale sind die einzigen, die die Revolution zu Ende führen können. Die Arbeiter und Soldaten der vierten Internationale sind die einzigen, die die Revolution zu Ende führen können...

**ANERKENNEN DIE DEUTSCHEN SOZIALISTEN DIE WERKZEUGE DER REVOLUTION !**

Sie wollen nicht durchfallen, denn sie halten es nicht mehr aus !

Was hat da der deutsche Soldat zu verteidigen ?

Die Arbeiter und Soldaten der vierten Internationale sind die einzigen, die die Revolution zu Ende führen können. Die Arbeiter und Soldaten der vierten Internationale sind die einzigen, die die Revolution zu Ende führen können...

**Journal clandestin à destination des conscrits allemands en France, publié par le Parti Ouvrier Internationaliste et les Internationalistes Communistes de l'Allemagne en 1943-1944.**

Avec l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie, l'Allemagne et le Japon perdent leur position en tant que grandes puissances impérialistes, alors que la France est gravement ébranlée... Cette évolution donne au prolétariat allemand la possibilité de se lever à brève échéance de sa défaite la plus profonde et de se mettre à nouveau à la tête du prolétariat européen dans la lutte pour abattre le capitalisme. La révolution russe, isolée par l'échec de la révolution en Europe, a pris une évolution qui l'a éloignée de plus en plus des intérêts du prolétariat européen et international. La politique du « socialisme dans un seul pays » représentait d'abord les seuls intérêts de la clique bureaucratique dominante et conduit actuellement l'État russe à une politique de nationalisme côte à côte avec les puissances impérialistes. Quelle que soit l'évolution en Russie, le prolétariat international doit se libérer de toute illusion concernant cet État et arriver par une analyse marxiste claire au constat que la caste de bureaucrates et de militaires actuellement au pouvoir défend exclusivement ses propres intérêts et que la révolution internationale doit renoncer à tout soutien de la part de ce gouvernement...

Le prolétariat ne peut réaliser sa tâche historique que sous la direction d'un nouveau parti mondial révolutionnaire. La construction de ce parti est la tâche immédiate de tous les éléments les plus avancés de la classe ouvrière. Dans la lutte contre le capitalisme et ses agents réformistes et stalinien, des cadres révolutionnaires internationaux se sont déjà rassemblés pour la construction de ce parti mondial... Toutes les théories et illusions concernant un « État populaire », « Démocratie populaire », ont conduit la classe ouvrière au cours des luttes de classes sous la société capitaliste dans les défaites les plus sanglantes. Seule la lutte intransigeante contre l'État capitaliste jusqu'à sa destruction et l'instauration de l'État des conseils ouvriers et paysans peuvent empêcher d'autres défaites. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie déracinée ont porté le fascisme au pouvoir. Le fascisme est une création du capitalisme. Seule l'action indépendante et victorieuse de la classe ouvrière contre le capitalisme peut anéantir le mal du fascisme avec ses racines. Dans cette lutte, la petite bourgeoisie hésitante suivra le prolétariat révolutionnaire dans sa poussée, comme l'histoire des grandes révolutions nous l'a appris.

Pour rester victorieuse dans les luttes de classes à venir, la classe ouvrière allemande doit se battre pour la réalisation des revendications suivantes : Liberté d'organisation, de réunion et de presse ! Liberté d'association et rétablissement immédiat de toutes les conquêtes sociales d'avant 1933 ! Suppression complète de toutes les organisations fascistes ! Saisie de leurs fortunes en faveur des victimes du fascisme ! Tous les représentants de l'État fasciste doivent être jugés par des tribunaux populaires librement élus ! Dissolution de la Wehrmacht et son remplacement par des milices ouvrières ! Élections immédiates et libres de conseils ouvriers et paysans dans toute l'Allemagne et convocation d'un congrès général des conseils ! Tout en utilisant toutes les institutions parlementaires de la bourgeoisie pour la propagande révolutionnaire, il faut maintenir et élargir les conseils ! Expropriation des banques, de l'industrie lourde et des propriétaires fonciers ! Contrôle de la production par les syndicats et les conseils ouvriers ! Pas un homme, pas un pfennig pour les dettes de guerre et de réparations de la bourgeoisie ! La bourgeoisie doit payer ! Pour la révolution socialiste dans toute l'Allemagne, contre le démembrement de l'Allemagne ! Fraternalisation révolutionnaire avec les prolétaires des armées d'occupation ! Pour une Allemagne des conseils dans une Europe des conseils ! Pour la révolution prolétarienne mondiale !

1962, la police aux ordres de Papon et de Gaulle tua 9 travailleurs manifestant à l'appel du PCF au métro Charonne.

Le haut fonctionnaire René Bousquet, à la tête de la police française de 1942 à 1943, organisa la majeure partie des déportations de Juifs français, dont la rafle du Vélodrome d'Hiver, incluant les enfants que Berlin ne réclamait pas, ainsi que les Juifs réfugiés en France. Bousquet fut intégré à la direction de la Banque d'Indochine. En 1958, il fut candidat à la députation dans la Marne, sous l'étiquette UDSR, un parti bourgeois colonialiste et anticommuniste dirigé par Mitterrand. Bousquet était un de ses intimes.

## La barbarie nazie ne peut aucunement justifier la colonisation de la Palestine

L'ignominie fasciste a servi, après-guerre, aux sionistes de justification à leur projet bien antérieur d'édification d'un État juif en Palestine. Malgré tout, les survivants de l'Holocauste choisirent à 60 % de rester en Europe ou d'émigrer ailleurs qu'en Israël, principalement aux États-Unis (*The Economist*, 25 janvier 2020).

La construction d'un État basé sur l'ethnie et la religion a forcément un caractère réactionnaire. Israël a été fondé en 1948 par le terrorisme, par l'assassinat des Arabes de Palestine, la destruction de villages entiers, l'épuration ethnique par la terreur, avec le soutien de tous les partisans de l'ordre mondial dont l'impérialisme français. En 1956, quand le colonel Nasser nationalisa le canal de Suez, Israël s'allia aux anciens colonisateurs britannique et français pour envahir l'Égypte, opération qui fut bloquée par l'impérialisme américain. Les années suivantes, l'État français aida Israël à se doter de l'arme atomique, ce qu'il veut interdire aujourd'hui à l'Iran. Dans les années 1970, Israël s'entendait fort bien avec le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Pourtant, le PS, le PCF, LFI, LO se plient à « la solution » de la bourgeoisie française « de deux États », reconnaissent la légitimité d'Israël.

Les travailleurs arabes et les travailleurs juifs d'Israël, de Gaza et de Cisjordanie doivent s'unir pour liquider l'État d'Israël, basé sur la ségrégation et la colonisation, pour gouverner ensemble une Palestine laïque, démocratique et multiraciale au sein de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Les travailleurs du monde entier ne doivent pas accorder la moindre confiance aux dirigeants impérialistes, les Macron et Bayrou qui sont responsables de milliers de noyades en Méditerranée et qui accusent les soutiens à la cause palestinienne d'antisémitisme ou les Trump et Vance qui ont pour alliées les monarchies antisémites du Proche-Orient, qui propulsent l'AFD en Allemagne et encouragent le nettoyage ethnique de la bande de Gaza. Il faut les chasser, renverser le capitalisme, prendre le contrôle démocratique de l'économie, marcher au socialisme mondial qui balayera les frontières et mettra fin à tout racisme.

27 janvier 2025

## Cahiers révolution communiste



- n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975
  - n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
  - n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
  - n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
  - n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
  - n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
  - n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
  - n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
  - n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
  - n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
  - n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
  - n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
  - n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
  - n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
  - n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
  - n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
  - n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
  - n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
  - n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
  - n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
  - n° 17 GMI, *Programme*, 2017
  - n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
  - n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
  - n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
  - n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
  - n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
  - n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
- 3 euros auprès des militants  
5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 9)

# ABC du marxisme : guerre

Ni la paix, ni la guerre ne peuvent s'expliquer par des traits éternels de la psychologie humaine ou se réduire au comportement biologique des primates. Ce sont des phénomènes sociaux. La guerre implique au moins un État : guerre d'un État contre un autre (actuellement, l'invasion et l'occupation de l'Ukraine par la Russie), guerre d'un groupe d'États contre un autre groupe d'États, guerre d'un État contre un peuple sans État (le génocide dont sont victimes les Palestiniens), guerre entre une opposition armée constituant un proto-État et l'État officiel fragilisé (la guerre civile en Birmanie), guerre entre deux segments d'un État qui s'est fracturé (la guerre civile au Soudan).

Les meilleurs idéologues de la bourgeoisie ascendante (les Lumières comme Montesquieu, Kant...) croyaient que la paix était l'horizon du capitalisme, grâce au développement des voyages et des échanges intellectuels comme économiques. Ils se sont trompés car le capitalisme se constitue historiquement par des conquêtes brutales et il ne survit que sous la forme de rivalité féroce entre les fractions de la bourgeoisie, s'appuyant chacune sur un État national.

La guerre, malgré les souffrances et les destructions, peut présenter un caractère progressiste : quand la révolution renverse la domination étrangère et fédère librement des populations (guerre des 80 ans des Pays-Bas contre l'Espagne, guerre d'indépendance des États-Unis contre l'Angleterre, guerres d'indépendances de l'Italie contre l'Autriche, guerre de Cuba contre l'Espagne...), quand elle renverse le féodalisme et résiste aux monarchies étrangères (guerres de la Révolution française contre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Russie, l'Espagne), quand elle abolit l'esclavagisme (guerre d'Haïti contre la France). Le développement économique, la république, les libertés démocratiques constituent le terrain qui permet à la classe ouvrière de se renforcer, de préparer le renversement de la bourgeoisie. L'Association internationale des travailleurs (1<sup>re</sup> Internationale) n'est pas pacifiste, elle soutient en 1864 le Nord abolitionniste lors de la guerre civile aux États-Unis, en 1871 l'insurrection armée lors de la Commune de Paris.

Par contre, quand les grandes puissances capitalistes ont achevé de se partager le monde, les rivalités et les conflits entre elles pour modifier le partage n'ont rien de progressiste. Elles sont réactionnaires de part en part, quel que soit l'État qui la déclenche, quel que soit le prétexte. Pour cette raison, l'Internationale ouvrière (2<sup>e</sup> Internationale) se prononce au début du XX<sup>e</sup> siècle contre le colonialisme, contre le militarisme, contre la guerre.

Mais, victime de la transformation des appareils des partis et des syndicats en bureaucratie approuvée, corrompue, intégrée par la classe dominante, l'Internationale ouvrière s'effondre quand la guerre éclate en 1914. La

plupart des sections des États belligérants (dont le PS-SFIO) trahissent la classe ouvrière, se rangent derrière leur bourgeoisie, votent les budgets militaires, muent en sociaux-impérialistes.

Dans les conférences socialistes internationales contre la guerre de 1915 et 1916, une majorité centriste et pacifiste s'oppose à une minorité révolutionnaire et internationaliste (Lénine, Radek, Zinoviev). À tort, une partie de ceux qui restent internationalistes et qui se prononcent pour une nouvelle internationale (Luxemburg, Radek, Gorter, Boukharine...) en déduisent que toute guerre, à l'époque impérialiste, est désormais réactionnaire.

Contre les pacifistes, Lénine soutient qu'il faut transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre sa propre bourgeoisie ; contre les gauchistes, il rappelle qu'un peuple opprimé est en droit de se soulever contre un État oppresseur et que l'affaiblissement d'un État impérialiste favorise la révolution mondiale. Pour cette raison, et en dépit de l'appui que les nationalistes irlandais cherchent auprès de l'Allemagne impérialiste, le POSDR Bolchevik soutient l'insurrection de Dublin contre la Grande-Bretagne en 1916. Le pouvoir des soviets est obligé de fonder l'Armée rouge pour mener une guerre indispensable contre les armées blanches (tsaristes) appuyées par les puissances impérialistes (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Japon).

L'Internationale communiste (3<sup>e</sup> Internationale) fondée en 1919 soutient l'Armée rouge et prend le parti des Berbères contre l'Espagne et la France lors de la guerre du Rif de 1921 à 1927. Quand l'Internationale communiste aux mains de Staline renie son programme pour adopter à son tour le social-patriotisme en 1934 et l'alliance avec la bourgeoisie (front populaire) en 1935, la 4<sup>e</sup> Internationale reprend le flambeau. En particulier, elle défend l'URSS (qui reste un État ouvrier) lors de la guerre que lui mènent l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Aujourd'hui, dans l'intérêt de la révolution socialiste mondiale, il faut soutenir, en dépit de son gouvernement bourgeois, chauvin et capitulaire, le droit de l'Ukraine d'exister contre l'invasion russe (et la colonisation américaine). La guerre du peuple ukrainien est légitime.

Aujourd'hui, il faut se ranger du côté du peuple palestinien, en dépit de sa direction bourgeoise et cléricale, contre la guerre coloniale que lui mène Israël appuyée par les puissances impérialistes occidentales. La guerre du peuple palestinien est légitime.

Aujourd'hui, il faut refuser tout appui à la préparation de la prochaine guerre mondiale par toutes les bourgeoisies des puissances impérialistes (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Russie, Italie...), quel que soit leur rang dans la hiérarchie capitaliste mondiale, quel que soit leur régime politique. Guerre à la guerre impérialiste !

